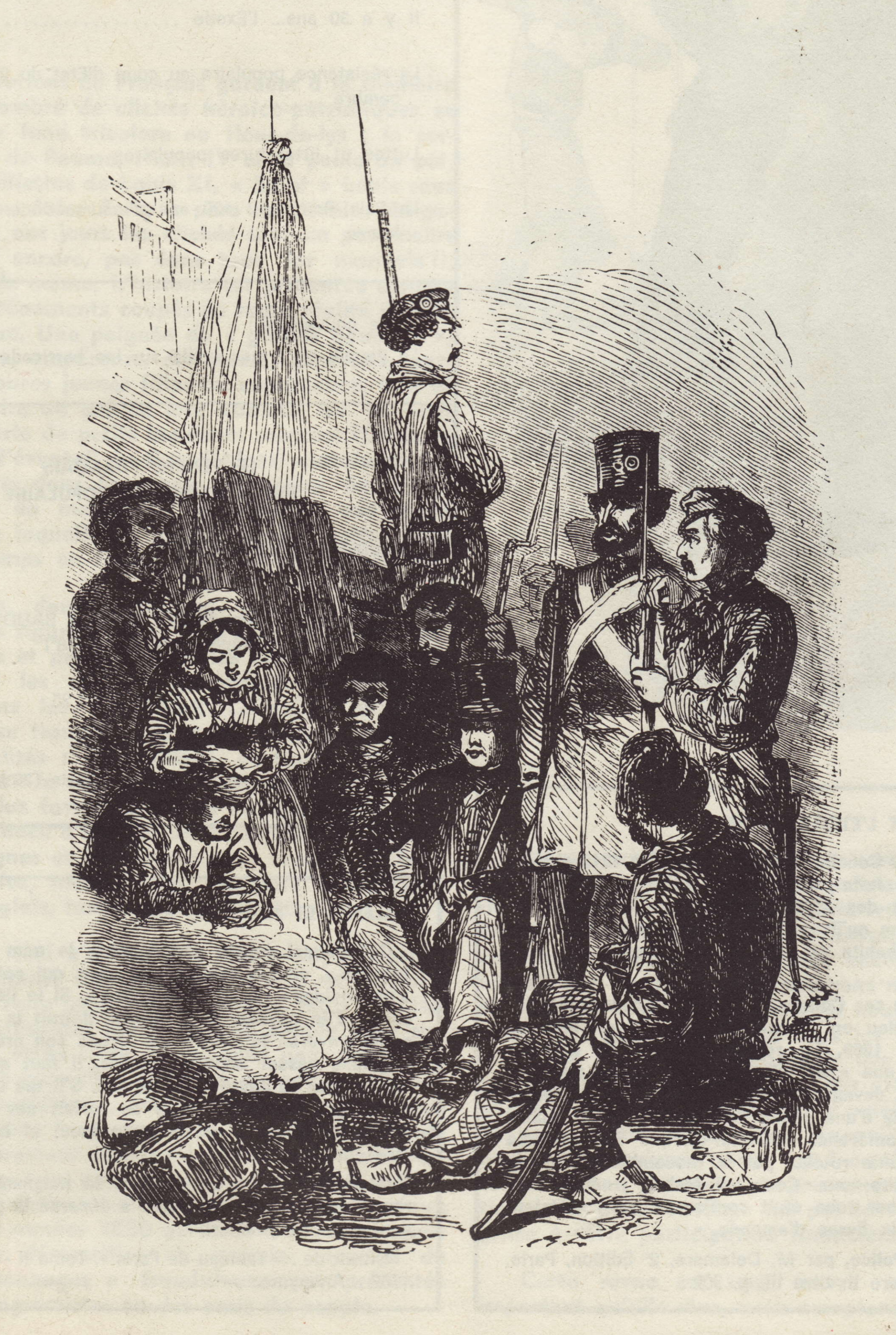
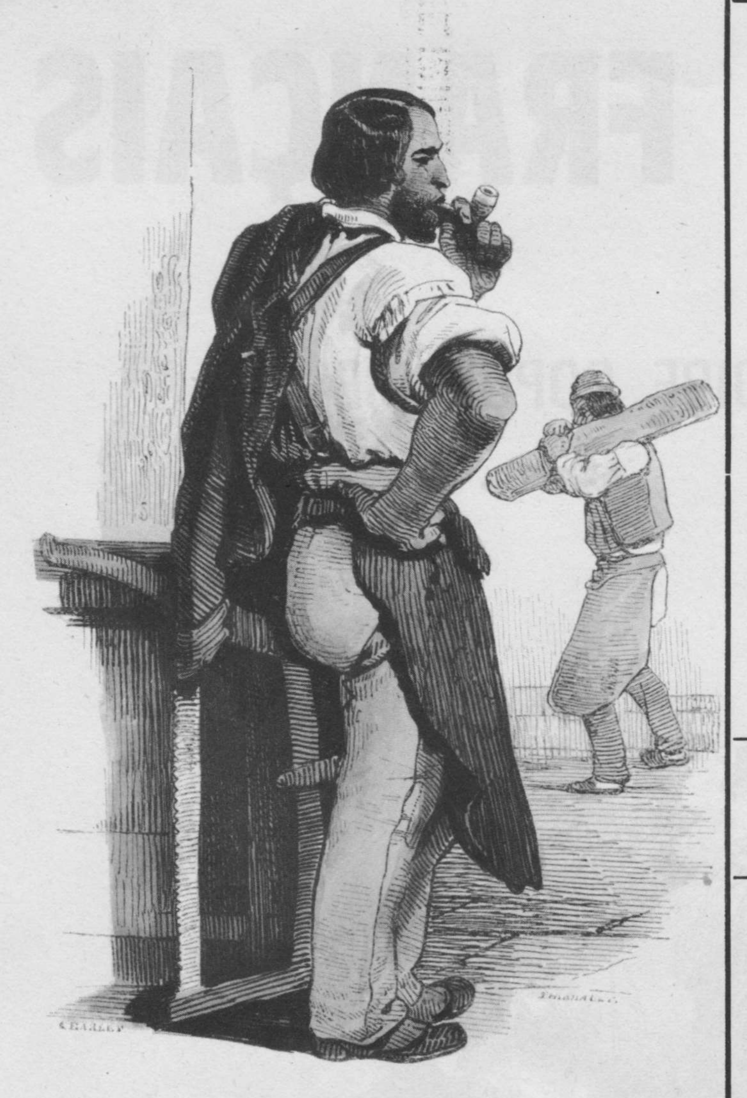
LE PEUPLE FRANÇAIS

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE



Trimestriel — Prix : 2 F

N° 1 — Janvier-Mars 1971



SOMMAIRE

pages

Notre couverture :

Le Peuple en armes veille sur les barricades (juin 1848)

LE PEUPLE FRANÇAIS
REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

Directeur : Gilles RAGACHE

Trésorier : Alain DELALE

Secrétariat-Correspondance : Monique BAUDOIN
46, rue Stéphenson, Paris (18e)

C.C.P. : Alain DELALE - Paris 2 091 25

Imp. N.P.P. - 56, rue des Haies - Paris (20e)

SAINT LOUIS ET L'ETOILE JAUNE

« Les pères du Concile de Latran tenu l'an 1215 avaient ordonné que les Juifs porteraient un habit particulier qui les distinguerait des chrétiens. Le Concile d'Arles de l'an 1234 ordonna qu'ils porteraient seulement une marque sur leurs habits en lieu apparent, pour les faire connaître.

Les canons de ces Conciles à cet égard n'avaient point encore eu de lieu en France. Saint Louis en ordonna l'exécution l'an 1269. Le règlement qu'il fit à cette occasion porte que « les juifs feraient coudre sur leur robe de dessus devant et derrière une pièce de feutre ou de drap jaune d'une palme de diamètre et de quatre palmes de circonférence ». Cette marque fut nommée rouelle, et en latin rotella, par la ressemblance qu'elle avait à une petite roue. Ceux qui étaient trouvés sans cette marque, leur robe était confisquée, et ils étaient condamnés à dix livres d'amende. »

Traité de la Police, par M. Delamare, 2e Edition, Paris, 1722. Tome I, livre II, titre III, p. 302.

GALERES ET POULE AU POT

Ce tribunal, connu encore sous le nom de la « capitainerie », envoie aux galères ceux qui ont commis des « perdricides » ou des liévricides ». Si le lièvre mange le choux d'un paysan, si le pigeon détruit la récolte, si la carpe traverse la rivière qui arrose son pré, il faut qu'il la laisse passer sans y toucher, il faut qu'il se laisse manger par le lièvre et le pigeon. S'il tue un cerf, il est pendu pour le coup. Mais ce forfait est si atroce, si épouvantable, qu'il est presque inouï et beaucoup plus rare que le parricide.

Croira-t-on que c'est le bon, le magnanime, le généreux Henri IV, qui le premier a décerné la peine de mort contre les braconniers ?

Extrait de : « Tableau de Paris ». Tome II - AMSTERDAM 1792 - Anonyme.

ÉDITORIAL



Des générations de Français gardent à la mémoire un certain nombre de clichés héroïco-patriotiques se déroulant sur fond tricolore ou fleur-de-lys : le serment du Jeu de Paume, Henri IV et la poule au pôt, Bayard, les fillettes de Louis XI, « Saint » Louis sous son chêne, ou Jules Ferry « père de l'école obligatoire ». Si de nos jours les clichés sont un peu moins grossiers (et encore, pas dans tous les manuels !), l'esprit reste le même. L'histoire est présentée comme une suite d'événements coupés de toute réalité sociale ou économique. Une poignée de « grands hommes », rois, seigneurs, empereurs, dictateurs, généraux, parlementaires, pures jeunes filles ou courtisanes, font et défont l'histoire au gré de leur humeur ou de leur génie. Une série de petits incidents mineurs (Dépêche d'Ems, coup d'éventail du Dey d'Alger) entraînent des peuples entiers dans la guerre. L'histoire ne serait qu'une suite de malheurs, de hasards, une vaste pagaille dans laquelle de grands génies isolés viendraient de temps en temps remettre un peu d'ordre.

Le peuple, dans ce théâtre inventé de toutes pièces, sert de figurant. Il ne tient que les petits rôles, chair à canon et piétaille dans les batailles, badauds applaudissant les rois ou les présidents, populace fanatisée dans les révolutions. Le peuple ne serait qu'un immense troupeau, mais un troupeau doué de certaines qualités : débrouillard, cartésien, patriote, et de plus ayant la chance d'habiter un des pays de la planète les plus favorisés par la nature. Nous avons en effet la chance d'habiter un hexagone harmonieux où les montagnes et les fleuves nous servent de frontières naturelles, malgré des ennemis héréditaires (tantôt les Anglais, tantôt les Allemands).

Mais tout ceci n'est qu'une vaste mystification. Les grands hommes seuls ne seraient rien, et l'histoire n'est pas une suite incohérente de faits, mais le reflet d'une lutte incessante menée par le peuple pour son émancipation. Dans cette revue, nous nous proposons de mieux faire connaître l'histoire du peuple, c'est-à-dire sa vie quotidienne, ses révoltes, ses joies, ses souffrances. Nous tenterons de ressusciter des événements volontairement passés sous silence ou déformés, depuis les Jacqueries paysannes du Moyen Age, méprisées par les historiens-moines des couvents, jusqu'aux barricades des années 1830 ou de la Commune. Nous essaierons de démystifier un certain nombre de « grands personnages » frauduleusement présentés comme des progressistes ou des amis du peuple.

Nous publierons enfin un certain nombre de documents destinés aux enseignants et aux lycéens, dans le but de susciter des initiatives, et d'élargir le travail de recherche et de réflexion. En effet, nous sommes une équipe de jeunes enseignants, et nous savons que, seuls, nous ne pourrons mener à bien une tâche aussi vaste. C'est pourquoi nous faisons appel à vous pour nous aider dans tous les domaines. Nous aider, en nous faisant parvenir des documents, des gravures ou des reproductions, des articles, des témoignages, qui nous permettront d'améliorer le contenu de notre revue. Nous aider financièrement, car, si nous ne poursuivons aucun but lucratif, nos ressources sont réduites, et nous ne pourrons augmenter notre tirage, et donc toucher un public plus large, que grâce à votre participation financière.

Cette revue est une œuvre collective, il est important qu'elle vive, nous comptons sur vous.

AU PILORI DU "PEUPLE FRANÇAIS" LE COLONIALISTE JULES FERRY

« Partout la France a planté son drapeau, partout elle a été présente au partage du monde. » (1) Ainsi l'histoire bourgeoise rend-elle hommage à celui qui fut le grand promoteur du colonialisme français. Depuis le début du siècle une floraison d'ouvrages, d'articles divers tend à hisser Ferry au niveau des « grands hommes qui ont fait la France », des Henri IV, des Napoléon...

Pourtant, le 30 mars 1885, tandis que plusieurs milliers de manifestants rassemblés place de la Concorde scandaient : « A bas Ferry, à mort le Tonkinois », le cabinet présidé par Ferry était renversé par une coalition parlementaire farouchement hostile à sa politique coloniale. Les arguments que la plus grande partie de la bourgeoisie opposait alors aux entreprises expansionnistes du « Tonkinois » étaient les suivants :

« De deux choses l'une : quand vous allez fonder une colonie, ou vous vous trouvez en face d'un peuple d'une civilisation développée et il vous faut le conquérir, l'assujettir, chose coûteuse ; ou vous vous trouvez en face de peuples comme les Canaques, les Hovas, les nègres du Sénégal ou du Congo, ils n'ont pas besoin de vos produits et en auraient-ils besoin, ils n'ont pas un pouvoir d'achat suffisant pour se les procurer ». (2) On présentait donc la politique coloniale comme coûteuse, sans bénéfices immédiats et risquant de plus, d'affaiblir les positions militaires de la France en Europe, face à une Allemagne dont le spectre menaçant se dressait sur la ligne bleue des Vosges... Pourtant, dès son arrivée au pouvoir, Ferry a toujours lutté pour imposer cette politique malgré son impopularité.

Des colonies, pourquoi faire ?

Pendant les deux premiers tiers du XIX[e] siècle, la libre concurrence avait dominé le monde de l'industrie et de la finance en Europe occidentale ; elle le dominait encore en 1880. Mais le krach de 1873 et la crise économique qui suivit lui avaient porté un coup décisif. A la faveur de la dépression des cartels commencèrent à se constituer : l'entente entre les grandes sociétés financières et industrielles, permettant de fixer les prix, de régler la production, faisait entrer l'Europe dans l'ère des monopoles. La concentration financière des entreprises permit de rationaliser la production et provoqua donc un accroissement notable de celle-ci. Or, le marché intérieur, trop étroit déjà, en raison du bas niveau de vie auquel étaient maintenues les masses ouvrières et paysannes, ne pouvait absorber ce surplus de produits manufacturés. La nécessité d'exporter s'accentua : il fallait trouver de nouveaux débouchés. D'autre part et c'est là un fait primordial, la rationalisation et l'augmentation de la production industrielle dégagèrent un surplus de capitaux qu'il n'aurait pas été rentable d'investir en Europe. Ces capitaux ne pouvaient dormir ; aussi, dès cette époque, le capitalisme devint impérialisme. Les financiers et les industriels cherchèrent à s'installer dans des pays où les salaires étaient bas, les ouvriers sans défense et les matières premières

(1) « Jules Ferry et le partage du monde », 1962, par Mme F. Pisani-Ferry.

(2) « La politique coloniale de M. Jules Ferry », 1885, par Y. Guyot. Propagande démocratique.



Légende : Nous les civiliserons ces gaillards-là...

bon marché. La course pour le partage économique du monde commençait.

En France, dans les années 1880, les radicaux, démocrates et autres opportunistes, qui plus tard, poursuivront et complèteront le travail de Ferry, n'ont pas encore compris les changements profonds qui affectent le grand capital : Par contre, Ferry, franc-maçon, frère de banquier, époux d'une riche héritière d'industriels de l'Est, connaît bien les nouveaux besoins des milieux d'affaires dont il se montre au gouvernement le porte-parole. Les mobiles profonds qui ont influencé sa politique coloniale ne font aucun doute : « La politique coloniale est fille de la politique industrielle. Pour les Etats riches où les capitaux abondent et s'accumulent rapidement, où le régime manufacturier est en voie de croissance continue, l'exportation est un facteur essentiel de la prospérité publique et le champ d'emploi des capitaux... se mesure à l'étendue du marché étranger ». (Jules Ferry. Préface à Tonkin et Mère patrie).

Trouver des débouchés, placer des capitaux, voilà le leitmotiv des discours de Ferry, voilà le but de toute sa politique coloniale.

« Cherchez le Kroumir ».

En 1880, la France possédait déjà quelques territoires dispersés Outre-Mer : des débris de son ancien empire colonial (Martinique et Guadeloupe, Saint-Pierre et Miquelon, Guyane, comptoirs des Indes et de Guinée), des îles conquises au XVIII° siècle (La Réunion et quelques points de la côte malgache, Tahiti et la Nouvelle Calédonie...), des territoires récemment acquis en Afrique (vallée du Sénégal) et en Asie du Sud-est (colonie de Cochinchine, protectorat sur le Cambodge...). Enfin, la conquête de l'Algérie, commencée sous la Restauration pour redorer le blason de la monarchie, s'était poursuivie sous les divers régimes ultérieurs. En 1880, le pays était divisé en trois départements où de nombreux colons avaient déjà accaparé les meilleures terres.

Il n'y avait donc eu en France jusqu'à cette date, aucune politique coloniale cohérente et systématique. Ferry, représentant des nouveaux milieux d'affaires, allait en imposer une.

Dès son arrivée à la présidence du Conseil en 1881, c'est pour protéger les intérêts des sociétés françaises qu'il organisa une intervention militaire en Tunisie. En effet, la société française Bône-Guelma se heurtait à la concurrence de la société italienne Rubattino pour la construction d'une ligne de chemin de fer Tunis-La Goulette. De même, la société Marseillaise de Crédit devait lutter contre la société anglaise Levy pour l'exploitation du vaste domaine agricole de l'Enfida. L'opération militaire française, présentée par Ferry comme une simple opération de police contre la tribu des Kroumirs qui aurait menacé les frontières algériennes, était en fait une démonstration de force envers le Bey de Tunis. Tandis que deux colonnes franchissaient la frontière algéro-tunisienne, les marins français débarquaient à Bizerte le 2 mai 1881. En France, dès avril, Rochefort tournait en dérision les explications de Ferry et lançait un slogan : « Cherchez le Kroumir ».

Le Bey de Tunis était fort endetté auprès de diverses banques et du gouvernement français ; depuis 1869, une commission financière représentant ses créanciers s'était installée à Tunis et percevait la moitié des revenus de la Régence. Le Bey ne pouvait donc pas résister aux pressions militaires françaises et devait, dix jours après le débarquement de Bizerte, signer le traité du Bardo « sans l'avoir examiné ni discuté ». (Lettre du Bey au Sultan). La Tunisie était occupée par les troupes françaises, sa direction diplomatique et financière confiée à la France. Cette occupation ne se fit pas sans heurts. En juin, une insurrection éclata dans le Sud du pays ; Sfax, point de ralliement des insurgés, fut bombardée par l'escadre française de Méditerranée. La ville fut prise d'assaut par 8.000 marins et ne se rendit qu'après un combat de rues acharné. Les insurgés se replièrent alors dans la ville sainte de Kairouan ; la révolte se généralisait, les soldats du Bey, mis à la disposition de la France, désertaient en masse ; les trains n'arrivaient plus dans la Régence que sous escorte, des gares étaient incendiées. Le cabinet Ferry, démissionnaire, envoya alors trois bataillons d'infanterie pour mater l'insurrection. Le 28 octobre, les troupes françaises entraient dans la ville interdite de Kairouan. La répression militaire se poursuivit sous le cabinet Gambetta et, Ferry, revenu au pouvoir put dicter au Bey en juin 1883 le traité de la Marsa qui établissait définitivement le protectorat sur la Tunisie.

...« Partout où nos intérêts et notre honneur sont engagés »...

Dès le début de son second ministère, les ambitions coloniales de Ferry s'exercèrent simultanément sur plusieurs continents. Au Congo, Savorgnan de Brazza nanti du titre de « commissaire de la République en Afrique occidentale », fut envoyé en « mission pacifique ». Il s'empara donc de Pointe noire et occupa toute la baie de Loango ; mais il se heurtait aux Belges et aux Anglais qui entendaient également se tailler leur part dans cette riche partie de l'Afrique. Finalement, ce fut une conférence des puissances occidentales réunie à l'initiative de Bismarck qui décida du partage du bassin du Congo en zones d'influence.

A l'Est du continent africain, après avoir étendu la domination française sur la côte des Somalis, Ferry s'attaqua à la conquête de Madagascar. L'île, occupée par divers peuples, était dominée par les Hovas gouvernés par la reine Ranavalo. Cette dernière ayant plusieurs fois refusé le protectorat français, Ferry décida de s'appuyer sur les peuples dominés par les Hovas pour la faire céder. Mais les Sakalaves sur lesquels on comptait firent faux bond et s'attaquèrent au contraire aux établissements français et anglais de la baie de Saint Augustin. Une expédition navale fut alors décidée ; on bombarda les ports de Tamatave et Majunga et Ranavalo dut signer un traité qui assurait à la France la possession de la baie de Diégo-Suarez, première étape de la conquête de l'île.

Mais c'est en Extrême-Orient que Ferry engagea le plus de forces. Depuis un certain temps, les capitalistes français cherchaient à s'installer au Tonkin, riche province minière de l'empire d'Annam et voie de pénétration facile vers la Chine. En 1882, un commandant français, Rivière, s'empara de la citadelle d'Hanoï. L'empire chinois qui revendiquait la suzeraineté sur l'Annam et le Tonkin, protesta violemment. Rivière, soutenu par Ferry, continua néanmoins son expédition mais il périt dans une embuscade tendue par les célèbres « Pavillons Noirs ». Ces maquisards chinois étaient les survivants et les descendants des « rebelles aux cheveux longs », les Taï Ping qui avaient organisé, quelque trente ans auparavant, un mouvement national de libération en Chine du sud ; après s'être heurtés aux forces conjuguées de l'empereur mandchou de Pékin et des étrangers (Français et Anglais) qui installaient de force des comptoirs en Chine, les Taï Ping avaient été massacrés par un Anglais, Gordon, à la tête d'une armée de réguliers chinois équipés à l'européenne.

Le temps des négociations...

A la mort de Rivière, Ferry décida d'établir un protectorat effectif sur l'Annam et le Tonkin. Cette décision était fortement influencée par certains milieux bancaires et maçonniques ; les spéculateurs qui avaient formé la Société des Mines du Tonkin désiraient en effet faire monter leurs actions par la nouvelle d'avances militaires. Le processus habituel fut alors entamé :

Hué, capitale de l'Annam, est bombardée, un blocus des arrivages de riz est organisé et l'empereur Tu Duc est contraint de signer le protectorat (1883). Le delta du Tonkin est occupé mais dans le haut pays, les résistances sont plus vives. En juin 1884, un heurt entre un détachement français et une troupe régulière chinoise à Bac-Ninh provoque une réaction en chaîne. Un ultimatum est envoyé à la Chine, une escadre française bombarde l'arsenal de Fou Tchéou, l'île de Formose est occupée. C'est une véritable guerre, mais en France, Ferry refuse de la présenter comme telle :

« J. Ferry : Ne croyez pas Messieurs que pour cela nous soyons en état de guerre.
M. L. B. : Et les coups de canon ?
J. Ferry : C'est toujours la grande erreur...
M. L. B. : Nous ne sommes pas en état de paix, non plus je suppose ?
J. Ferry : Nous sommes en état de NEGOCIATIONS. »
(débat à la Chambre du 7 juillet 1884).

Ces négociations à coups de canon n'eurent pas d'effet véritable puisque le 30 mars 1885, jour de sa chute, Ferry réclamait à la Chambre un crédit extraordinaire de 200 millions pour « la guerre de Chine ». Ses successeurs n'abandonnèrent pas pour autant et le 9 juin 1885 la guerre de Chine se terminait par un traité inégal signé à Tien Tsin : La Chine reconnaissait le protectorat français sur l'Annam et le Tonkin ainsi que la liberté du trafic des marchandises sur toute l'étendue de sa frontière sud.

En 1885, l'empire colonial français s'était donc considérablement étendu. Trois nouveaux protectorats étaient créés.

Le rôle des protectorats.

Le protectorat, voilà une idée chère à Ferry. Avec une fierté non dissimulée il ne se lasse pas d'en faire l'éloge : « Le protectorat est en effet très supérieur à la conquête ; il n'impose pas au conquérant les mêmes responsabilités ; il est beaucoup plus économique pour la métropole ; il n'exige pas cette nuée de fonctionnaires et d'employés peu capables de manier dans le détail la population indigène. » Ainsi, Ferry justifie-t-il habilement sa politique auprès de la bourgeoisie traditionnelle qui lui reproche ses dépenses coloniales : le protectorat ne coûte presque rien et mieux, on lui fera payer ses frais d'occupation en exigeant un accroissement d'impôts, en établissant un monopole du commerce au profit de la métropole, en instituant des régies nationales pour la vente de l'opium, par exemple...

Ferry a très bien vu les dangers d'une administration trop lourde susceptible d'accumuler les rancœurs et de favoriser le déclenchement d'insurrections graves semblables à celle des paysans de Kabylie de 1871. Seulement, le problème est de trouver « un juste milieu entre une sujétion complète et une autonomie absolue ». Alors, on établit clairement au départ, avec les futurs peuples « protégés », un certain rapport de forces afin de leur imposer un traité à faire « dans l'esprit le plus conciliant et dans des conditions aussi avantageuses que possible » pour la métropole.

... « Le côté humanitaire de la question »...

L'hypocrisie de Jules Ferry et de la clique coloniale qui apparaît dans ces méthodes de conquête est plus manifeste encore quand ils tentent une justification idéologique de leur politique. Pour l'opposition d'extrême-gauche qui reproche à Jules Ferry d'aller « protéger » de force des peuples qui ne lui ont rien demandé, il est obligé de démontrer l'aspect « humanitaire de la question ».

Dans un discours fleuve à la Chambre, après avoir repris les arguments de ses adversaires : « Qu'est-ce que cette civilisation qu'on impose à coups de canon ? Est-ce que ces populations n'ont pas autant de droits que nous ? Est-ce qu'elles vous appellent ? », il conclut ainsi :

« Messieurs, voilà la thèse. Je n'hésite pas à dire que ce n'est pas de la politique cela, ni de l'histoire, c'est de la métaphysique politique... Je répète qu'il y a pour les RACES SUPERIEURES un droit, parce qu'il y a pour elles un devoir : elles ont le devoir de civiliser les RACES INFERIEURES ». (28 juillet 1884).

A l'époque de Ferry, on a beaucoup évolué depuis la première vague de colonisation des XVIe et XVIIe siècles ; bien sûr, on est toujours raciste, sinon comment justifier l'assujettissement de tout un peuple, la destruction de son économie et de sa culture : il faut bien le présenter comme un peuple enfant, aux instincts sauvages, aux mœurs « barbares »... Mais on ne le refoule plus, on ne l'extermine plus, on prétend l'assimiler ; « exterminer ? Jamais la France colonisatrice n'a exterminé aucune de ces races inférieures... », à condition qu'elles se tiennent tranquilles car, évidemment : « le gouvernement ira dans la répression militaire jusqu'au point où il faut qu'il aille... »



Pauvre soldat français, tu meurs en héros, inutilement sacrifié à l'ambition et à l'incapacité des Ministres et des Députés républicains.

Malgré tout, il vaut mieux tenter de « relever l'indigène, le civiliser ; c'est le devoir d'une Grande Nation, c'est son devoir, Messieurs, et ensuite c'est son INTERET LE PLUS EVIDENT... La main-d'œuvre arabe est la seule main-d'œuvre du colon ; c'est le fond du travail dans ces régions chaudes. Vous ne pouvez pas vous passer du travailleur arabe ; si vous le refoulez, si vous l'exterminez, par qui le remplacerez-vous ? »

(discours de Ferry au Sénat, 6 mars 1891).

Mais pour le Grand Républicain qu'était Ferry, se réclamant des principes de 89 et de la réaction thermidorienne, civiliser « l'indigène », ce n'est pas lui donner l'égalité des droits, les libertés politiques, l'éducation, c'est en faire un travailleur docile et soumis.

... « De l'application aux colonies des principes républicains »...

Dans les colonies, le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » est ainsi interprété :

« J'estime que le premier pas que la civilisation fait faire à ces races inférieures, c'est de leur DICTER des traités, de leur apprendre ce qu'est la foi jurée, et de les obliger à la respecter si elles y manquent. »

(discours sur Madagascar, 1884).

De même, les libertés politiques seraient incomprises de ces peuples :

« Le peuple arabe ne nous demande pas de l'associer à nos libertés politiques. Les Musulmans ont au plus haut degré l'INSTINCT, le BESOIN, l'IDEAL du pouvoir fort et juste. »

Dans les colonies on ne réclame pas les réformes :

« Les réformes s'y font par en haut, par la grâce du maître obéi et ce qui descend des hauteurs ne se discute pas. » (Le gouvernement de l'Algérie, 1892).

Quant à l'école laïque, obligatoire et gratuite, voilà ce qu'elle devient :

« Il faut ouvrir des écoles mais, jusqu'à quatorze ans, c'est bien assez puisque nous ne voulons pas leur rendre familiers nos beaux programmes d'enseignement primaire ; que nous ne voulons leur apprendre ni beaucoup d'histoire ni beaucoup de géographie mais seulement le français, le français et rien d'autre si vous voulez. Et si nous ajoutons à cela un petit enseignement pratique et professionnel, nous nous apercevrons bien vite que le Coran n'est en aucune façon l'ennemi de la science ; et ces populations qui sont avant tout laborieuses, malheureuses, VOUEES AU TRAVAIL MANUEL, comprendront très vite de quelle utilité peut bien être cette modeste éducation française pour leur lutte dans la vie de chaque jour. »

(discours sur la question algérienne au Sénat, 1891).

Ainsi la politique scolaire de Ferry s'éclaire-t-elle d'une lumière singulière. Dans la métropole, la seconde révolution industrielle qui transforme peu à peu les données économiques exige un nouveau type de main-d'œuvre plus qualifié : le travailleur analphabète ne peut plus jouer ce rôle ; il faut lui donner le minimum d'instruction nécessaire. C'est le but de l'école primaire obligatoire et gratuite, nécessité à la fois économique et politique. Respect de l'autorité et de la hiérarchie, instruction civique et morale, voilà un bon moyen de dresser politiquement le peuple. Ajoutons un judicieux système de concours de bourses pour permettre à quelques fils de la petite bourgeoisie, de la paysannerie et parfois du prolétariat de suivre des études secondaires, plus rarement supérieures et l'on entretient le mythe de la promotion sociale individuelle...

Mais dans les colonies, de telles précautions ne sont pas nécessaires. Là, pas besoin de main-d'œuvre qualifiée, on en est au stade de l'exploitation primaire, du pillage agricole et minier. Alors, le travailleur n'a besoin de savoir qu'une chose : le français, pour entendre et exécuter les ordres du patron.

Colonialiste, raciste, tel nous apparaît donc Ferry, l'une des « Gloires de la République ». En fait, représentant de la grande bourgeoisie d'affaires, il n'a fait que défendre à travers sa politique ses intérêts de classe :

« La paix sociale est, dans l'âge industriel de l'humanité, une question de débouchés... La consommation européenne est saturée : il faut faire surgir des autres parties du globe de nouvelles couches de consommateurs sous peine de mettre la société moderne en faillite et de préparer pour l'aurore du XX[e] siècle une liquidation sociale par voie de cataclysme dont on ne saurait prévoir les conséquences. »

Ces conséquences, Jules Ferry les avait mesurées lorsque, maire de Paris, il quittait l'Hôtel de Ville sous les huées du peuple pour rejoindre Thiers à Versailles le 18 mars 1871. Il ne les avait pas oubliées lorsque, quelques années plus tard, il refusait par deux fois de voter l'amnistie aux communards...

Monique BAUDOIN
et
Brigitte LAURENÇON.

JULES FERRY ET LA DROGUE

« J. Ferry. — L'estimation que voici a été donnée pour le produit net de la vente de l'opium dans le premier exercice de la régie de l'Annam : ce produit atteindrait à une somme qui ne serait pas moindre de 4 millions et demi.

M. Achard. — Impôt civilisateur et moralisateur.

J. Ferry. — L'opium est le tabac des Asiatiques, Messieurs, il ne faut pas trop s'en effaroucher... »

(Extrait d'un débat à la chambre du 26 novembre 1884.)

LES GENS DE SAC ET DE CORDE

...« Sous Charles VI, la mauvaise administration rendit au peuple le caractère séditieux qu'il avait montré pendant le règne du roi Jean. Tous ces mouvements finissaient toujours par le supplice des principaux factieux ; mais il arrivait souvent qu'on osait le leur faire subir en public, et qu'on se servait du prétexte de la rebellion, pour arrêter et faire mourir secrètement une multitude de citoyens innocents ou coupables, dont on jetait, pendant la nuit, les corps dans la rivière. Cet horrible abus avait dégénéré en une sorte d'usage qui avait ses règles particulières. On enfermait ces malheureux dans un sac lié par le haut avec une corde. De là vient l'expression proverbiale de « gens de sac et de corde ». Le lieu même du supplice était marqué pour ces expéditions clandestines ; c'était sous le pont au Change, ou bien hors de la ville, au-dessus des Célestins, devant ce qu'on appelait la tour de Billy. »

Extrait de : « Essais historiques sur Paris », par M. de Saint-Foix. A Paris chez la veuve Duchesne 1778.

LES CROQUANTS

« Ci gît le fléau de la terre
Ce prêtre qui faisait la guerre
Qui vécut du sang des Français
L'auteur du mal qui nous désole. »

Pamphlet contre le Cardinal de Richelieu

Richelieu. Pour beaucoup c'est l'homme détestable et hypocrite qu'a immortalisé Dumas dans « Les Trois Mousquetaires ». Pour certains c'est le fondateur de l'Académie. Pour d'autres c'est le champion de l'absolutisme royal, celui qui a brisé l'aristocratie, en faisant exécuter Cinq-Mars ou d'autres, et qui a détruit cet Etat dans l'Etat : le Protestantisme, l'exemple le plus célèbre étant le siège et la prise de La Rochelle. Mais le gouvernement de Richelieu a aussi connu l'intervention française dans la guerre de Trente ans, les multiples révoltes populaires et leur sanglante répression : entre autres celle des Croquants dans le Centre et le Sud de la France.

« UNE MISERE SI GENERALE »

Sous l'ancien régime monarchique, les impôts royaux frappaient surtout les classes populaires urbaine et paysanne. Les ordres privilégiés, noblesse et clergé, étaient exempts de la majorité de ces impositions. Bien plus ils percevaient sur les paysans diverses redevances, droits seigneuriaux et dîme ecclésiastique. Le paysan était source de richesse, mais il gardait bien peu du fruit de son travail : Roi, Eglise, seigneur lui en prenaient une bonne partie. Comme déjà les récoltes étaient bien insuffisantes vu l'archaïsme de l'agriculture, bien irrégulières d'une année sur l'autre, si sècheresse ou humidité ou froid excessifs se mettaient de la partie, il ne restaient que peu de vivres et de semences au paysan. Survienne une guerre et voilà champs, bétail et villages détruits. Une existence misérable et précaire tel est le lot du paysan sous Richelieu, comme ce l'était sous Henri IV et Sully et le sera sous Louis XIV et Colbert. Ce triste tableau n'échappait pas au Duc d'Epernon, gouverneur de l'Aquitaine, qui en 1633 faisait savoir au Chancelier Séguier :

...« je vous assure que la misère est si générale de tous côtés et dans toutes les conditions qu'il est impossible s'il n'y a désormais de relâche (dans la collecte des impôts, N.D.L.R.) que l'impuissance ne porte le peuple à quelques dangereuses résolutions... Il est à craindre que la nécessité extrême des peuples ne leur suscite quelques mauvais conseils... »

C'est dans ce contexte intérieur, misère populaire et dangers d'agitations, que la France entre en guerre contre l'Espagne et l'Autriche.

LE CARDINAL AU SECOURS
DES PRINCES PROTESTANTS

Depuis 1618 une guerre de religion mêlée d'une révolte des princes protestants allemands contre leur souverain soit espagnol soit autrichien, faisait rage en Europe germanique et scandinave. Après la mort de leur champion, le Roi de Suède Gustave-Adolphe, tué à la bataille de Lutzen en 1632, les Protestants doivent s'avouer vaincus. C'est alors que Richelieu, reprenant le projet avorté d'Henri IV, noue des alliances avec les pays protestants et relance la guerre afin d'abattre les monarchies catholiques espagnole et autrichienne (1635). Il fait porter l'attaque sur tous les fronts. Malgré quelques succès initiaux en Belgique, la mésentente des Alliés permet aux Espagnols de pénétrer en Picardie et en Guyenne, aux Impériaux autrichiens de s'avancer en Bourgogne. Le royaume est menacé d'invasion.

« LA PESTE ET LE POISON »

Les malheurs de la guerre, si cruellement peints par les gravures de J. Callot, s'abattent sur les populations du champ de bataille. Déjà sur la corde raide le paysan voit l'abîme s'ouvrir devant lui. Ses récoltes, ses bêtes, sa masure sont ravagées. Sa famille est meurtrie par les soudards des deux camps. Soldats « amis » ou « ennemis » faute d'intendance vivent sur le pays. La peste, endémique en temps de paix, fait rage et suit comme son ombre le front de guerre. La panique s'étend partout. Dans un village de Picardie, occupé par l'armée française, un officier signale que... « les troupes qui y sont logées depuis trois semaines traitent si mal les paysans que la plupart se sont enfuis, et ce qui en reste est prêt d'en faire de même ». Partout la même scène se reproduit.

La situation n'est guère meilleure dans les provinces qui sont en dehors du terrain de bataille. Là les collecteurs d'impôts sévissent. Il faut remplir les caisses du Trésor, car le revenu étant mangé régulièrement avec trois ans d'avance, il faut de l'argent frais, ne pouvant venir que de nouveaux impôts, pour subvenir à l'effort de guerre du Cardinal. Comme de coutume les privilégiés en seront exemptés et ce seront les masses populaires qui seront encore mises à contribution. Mais ce qui est le plus mal accepté, c'est l'obligation pour la population de loger les troupes royales cantonnées dans la province. En 1636, l'intendant d'Auvergne décrit ainsi la situation :

...« Il reste à dire que le passage ordinaire des gens de guerre, de la noblesse ou de ceux qui marchent pour servir le Roi... est la peste et le poison qui envahira et détruira cet Etat s'il n'y est promptement pourvu »... Le passage des troupes est un véritable cataclysme... « le désordre est si effroyable, que les pirates et écumeurs des mers, assemblés de tous les coins de la terre, ne sauraient commettre de tels excès »...

De ce fait la plus grande partie du royaume subissait les atteintes de la guerre. La situation des masses paysannes devenait intolérable.

« UNE DES PLUS EFFROYABLES REVOLTES »

Le soulèvement des Croquants fut le plus important mouvement insurrectionnel des paysans dans l'histoire de France. Comme l'écrivit, à chaud, le secrétaire du Duc d'Epernon ...« on vit tout-à-coup éclore une des plus effroyables révoltes qui ait peut-être jamais paru dans l'Etat »...

Le mouvement en 1636 et 1637 embrasa la Gascogne, la Guyenne, le Périgord, le Quercy, le Limousin, le Poitou, la Saintonge, la Marche, le Languedoc, le Nivernais, le Bourbonnais, le Berry. Bref tout le sud-ouest et le centre du royaume furent touchés. Ce ne fut pas une révolte générale dès le premier jour, mais

une succession de manifestations violentes, de combats coupés d'accalmies, de négociations. Les provinces se mirent en branle les unes après les autres, les nouvelles de soulèvements proches déclenchant le soulèvement local. Pendant deux ans les succès du mouvement des Croquants ébranlèrent le gouvernement, qui bien qu'occupé sur les frontières accordait à cette guerre intérieure beaucoup de « soins ».

La révolte a été déclenchée par le refus de payer un nouvel impôt nécessaire à l'effort de guerre. Le 15 mai 1636, les paysans de quelques châtellenies proches d'Angoulême, d'autres des frontières périgourdines et saintongeaises sonnent le tocsin, s'arment de fourches, de faux, de fusils, ayant déjà servis dans la défense de La Rochelle, et en bandes parcourent foires et marchés. Là tout agent du fisc qui est pris, tout notable qui exprime son désaccord avec le mouvement ou qui a une attitude équivoque est mis à mal. Un chirurgien trouvé en possession de lettres de nobles de la province, sans doute un agent de liaison, est mis à mort. Puis en force les Croquants se dirigent vers Angoulême. Les bourgeois y prennent peur et pour prévenir tout soulèvement populaire urbain lèvent la garde bourgeoise et ferment les portes de la ville. La jonction entre bas peuple urbain et Croquants ne pourra se faire à Angoulême. Néanmoins le mouvement s'étend dans les campagnes du sud-ouest, tant il rencontre un écho favorable dans la population paysanne. Partout les agents du fisc sont mis à mal, quelques demeures seigneuriales, nobles ou bourgeoises, sont saccagées. Les riches, roturiers ou nobles, sont nettement visés.

« LE ROI N'A POINT D'EGARD AU MISERES DU PEUPLE »

Déclenchée sur un point précis l'insurrection dans son développement ne pouvait que laisser exploser et apparaître le profond mécontentement des masses populaires. C'est alors que de nombreuses bases de la société française de l'époque se trouvèrent mises en cause. Les Croquants ont élaboré un programme, ou plutôt un catalogue de leurs revendications. C'est dans des assemblées ou « conférences » qu'ils eurent l'idée « d'envoyer au Roi des députés afin de demander l'abolition de tout ce qui s'est passé et révocation des impositions ». De plus, ils ont l'idée ingénieuse de populariser leurs luttes. Dans des appels ou « ordonnances », qu'ils envoient dans les provinces voisines, ils expliquent leur but et appellent les populations à les rejoindre ou à se soulever à leur exemple.

La lecture de ces ordonnances fait apparaître que le mouvement des Croquants est plus qu'un refus d'une nouvelle imposition. Les revendications contre les redevances au seigneur, contre la dîme au clergé, en matière judiciaire et administrative voient le jour. Par bien des aspects ce programme remet en cause les fondements de la société de l'époque. Bien plus des relents d'anti-monarchisme s'expriment. L'intendant La Fosse dépeint ainsi les sentiments et réactions des assemblées paysannes : ...« on y criait que le Roi y avait bien égard aux pertes prétendues par les fermiers et gabeleurs... mais non point aux misères du peuple »... Ainsi le mythe qui veut accréditer l'idée que le peuple n'en voulait pas au Roi, ignorant des abus commis en son nom, et que s'il le savait il ne le permettrait pas, ne repose que sur la volonté de certains historiens de trouver des alibis à la monarchie. Le peuple savait bien qui était à l'origine de ses malheurs.

Le programme des Croquants est vaste donc susceptible d'intéresser beaucoup de monde. Mais chacun y prend et défend ce qu'il y veut, de là de nombreux malentendus. Les tiraillements entre « durs » — essentiellement les plus deshérités des paysans et des citadins — et « modérés » — surtout paysans plus aisés, « coqs » de village — sont nés de cette opposition d'intérêts que contenait le programme catalogue du mouvement. Le gouvernement royal saura le moment venu exploiter ces divergences populaires.

L'ALLIANCE VILLE-CAMPAGNE

Déjà en 1635 les paysans de l'Agenais avaient marché sur Agen pour prêter main forte au soulèvement du peuple de la ville. Dès le début du soulèvement en



Angoumois en 1636, les Croquants cherchent à joindre le bas peuple d'Angoulême. C'est un souci constant des paysans que d'entraîner les villes dans leur mouvement. Ont-ils besoin d'une direction urbaine ? Il est certain que le milieu urbain apparaît à la masse des ruraux comme plus actif, plus éduqué donc plus apte à diriger la révolte. Ce n'est qu'en 1637 que cette jonction sera réalisée. Si les Croquants parviennent à prendre les villes d'Eymet et de Bergerac c'est d'abord, et sans nier l'effet de leur organisation militaire, parce que le bas peuple de ces villes s'est soulevé et a ouvert les portes. Dès que cette liaison se fait le mouvement de révolte prend un caractère de lutte des pauvres contre les riches. A Cahors ce fait est très bien illustré dans la relation que le maire de la ville fait parvenir au gouvernement en 1637 : ...« l'exemple du Périgord où quelques mutins se sont soulevés et ensuite en vertu des ordonnances de celui qui les conduisait sommés plusieurs paroisses du Quercy de se rendre à eux, a ému presque toute la campagne, nous avions, avec les soins des consuls (4) et autres bons habitants, conservé la ville dans l'obéissance... quand une troupe du bas peuple se mutina sous prétexte de l'entrée de trois officiers (qui venaient mater les Croquants, N.D.L.R.) ...Au grand matin nombre de femmes s'assembla et avant qu'on eut pris garde eut rompu les bancs des élus qui étaient dans l'église et ensuite entra et pilla dans trois ou quatre de leur maison »...

Le mouvement s'étendant des campagnes aux villes, le gouvernement royal se devait de mettre tout en œuvre pour essayer de disjoindre Croquants et bas peuple urbain, afin de faciliter la répression.

LA GRANDE PEUR DES POSSEDANTS

Ce qui est remarquable dans le mouvement des Croquants c'est l'intelligence des conditions du combat qu'ils menaient et leur sens de l'organisation. Pensons à leur « propagande », ces fameuses ordonnances, rien de tel pour ne pas rester isolés et étendre le mouvement. Mais ce qui impressionna le plus le pouvoir ce fut la force militaire des révoltés. C'était une véritable armée que les paysans pouvaient opposer aux troupes royales. ...« dans le désordre de cette canaille », écrit La Fosse à Séguier, « il y a quelque dangereux ordre, comme de faire faire l'exercice à la troupe, de s'assembler à un certain mot du guet, et d'exciter leurs voisins, par certains émissaires, à entrer dans leur révolte et de se munir d'armes et de poudres... Parmi les laboureurs émus il y a une infinité de gens qui ont d'autres fois porté les armes pendant les diverses attaques de La Rochelle (certainement du côté des assiégés protestants, N.D.L.R.) »...

Si bien organisés les Croquants étaient les maîtres de la province. La machine gouvernementale ne pouvait plus dans ce cas faire prévaloir ses ordres (en particulier la collecte des impôts). Un intendant, La Fosse, fut envoyé dès les premiers jours du soulèvement afin d'organiser la répression. Par peur ou par prudence il reste enfermé dans Angoulême, les campagnes n'étant en effet pas sûres. C'est à l'abri des murailles qu'il tente, mais en vain, de recueillir les dépositions contre les Croquants. Personne n'ose venir apporter son témoignage, tous les notables craignent pour leur vie ou leurs propriétés dispersées dans la campagne. Les officiers d'administration même, n'osent dénoncer les paysans qu'ils savent être en révolte contre leur autorité.

Il est évident que le gouvernement occupé en juin 1636 par l'invasion sur les frontières ne pouvait envoyer des troupes pour rétablir l'ordre, son autorité et faire rentrer les impôts. Par des moyens de fortune les pouvoirs locaux restés fidèles essayent de s'opposer aux Croquants. A Angoulême le gouverneur de la ville enrôle les étudiants en médecine « mais ce n'est là qu'une force faible qui ne fait qu'échauffer l'audace des mutins ». Le seul moyen de rétablir l'ordre c'est donc de calmer les esprits. Pour cela il faut accorder l'amnistie et promettre l'examen des griefs. Richelieu se voit donc contraint de négocier, d'entamer des pourparlers avec les Croquants, par personne interposée bien sûr.

C'est alors que les divergences dans le mouvement paysan vont jouer. Les Croquants les plus moédérés capitulent devant le trône ...« ils reconnaissent qu'ils sont au plus haut point criminels et coupables devant Sa majesté et font appel à sa compassion et bonté »... Le Roi doit prendre en considération le fait que « ce sont les charges dont le poids est insupportable qui les ont amenés aux dernières extrémités ». Les modérés dressent alors un catalogue de revendications. On y proteste contre les exactions des collecteurs d'impôts, contre celles des militaires en cantonnement. On y demande l'annulation de la caution solidaire de la taille, la suppression de nombreux impôts indirects. Mais on y demande aussi l'allègement des rentes seigneuriales et de la dîme. En fait c'est là un programme bien tiède vu l'ampleur du soulèvement. Il ne traduit que les intérêts des paysans aisés et de la bourgeoisie urbaine. C'est pourquoi malgré ces « négociations » le mouvement de révolte s'étend dans les campagnes, les masses paysannes dans leur majorité ne se reconnaissant pas en elles.

Les modérés se montrent ainsi assez dociles. Il faut donc, pour le pouvoir, profiter du fléchissement de la lutte. Le gouvernement royal, désireux de désamorcer une partie du mécontentement, leur donne donc satisfaction. Pendant l'automne 1636, l'impôt sur le vin, les surcharges de la taille sont abolis dans la région. De plus on essaie d'isoler mouvements paysan et urbain, en supprimant l'impôt du vingtième sur toutes les transactions commerciales (impôt qui ne touche que les citadins, les paysans ne faisant pas de commerce). Par ces habiles manœuvres le gouvernement parvient à ramener le calme. Mais l'absolutisme a dû reculer. Le Cardinal a dû parlementer avec des « rustres en révolte ». Non seulement le nouvel impôt n'est pas perçu, mais des impôts anciens ont été supprimés. La lutte a donc été fructueuse, mais ce ne sont là que quelques miettes, l'essentiel du programme reste à réaliser, seul le trésor royal est touché, noblesse et clergé continueront de peser lourdement sur le paysan. Le pouvoir a cédé pour que les bases du système féodal, pilier de la monarchie, soient épargnées. Mais la province reste armée. Le calme revenu, une milice noble est créée par le Duc de La Rochefoucault, l'auteur des « Maximes », pour parer à toute éventualité d'un retour des troubles. Les nobles ont parfaitement compris le danger que les Croquants faisaient courir à leur statut social.

LES CROQUANTS DU PERIGORD EN 1637

Le gouvernement royal a dû reculer en Angoumois et en Saintonge en 1636. Mais les problèmes qui avaient provoqué le soulèvement restent posés. Le Trésor est toujours aussi vide et les allègements consentis restreignent d'autant les rentrées d'argent. Selon une tactique permise par les structures administratives de la France monarchique, à savoir une certaine autonomie des provinces, le gouvernement essaie de reprendre dans un endroit ce qu'il a dû donner ailleurs. Si bien qu'en 1637 les collecteurs d'impôts sévissent durement en Périgord. Le mouvement des Croquants passe alors dans cette province. Mais il prend une autre allure. Les paysans mettent à leur tête des aventuriers ou des nobles, tels Madaillan ou La Mothe la Forêt. Ce transfert du commandement amène un changement dans l'esprit des revendications du mouvement populaire, et en fin de compte causera sa ruine.

La Mothe en particulier établit une véritable dictature sur ses troupes. Il fait accepter par les Croquants une constitution (à Bergerac). Seule la base anti-fiscale qui ne lèse en rien les nobles — ce ne sont pas eux qui touchent les impôts — est maintenue. Sur cette base peuvent s'unir tous les groupes sociaux. Le programme du soulèvement n'est plus anti-monarchique ou anti-féodal. Les Croquants se considèrent comme « les humbles et fidèles serviteurs du Roi », et celui-ci n'est plus tenu responsable des abus commis en son nom. Le respect de la propriété privée est reconnu et les seigneurs acceptés. C'est donc un programme modéré qui sert de plate-forme à la lutte ; les frictions ne vont pas tarder à se faire sentir avec les « durs ».

La dictature est en effet mal supportée. L'obligation du serment au chef, l'équipement aux frais du combattant ne sont pas admis par ces paysans pauvres. La discipline permet de beaux succès, comme la prise d'Eymet ou de Bergerac, mais elle est intolérable à ces gens très individualistes. Des révoltes éclatent chez les Croquants. Le paysan Magaud essaie de renverser le dictateur La Mothe. Il est pris, tué, et son corps est exposé sur la roue pour servir à l'édification des autres. Une autre sécession réussit, celle du paysan Greletti, le Croquant qui continuera la lutte jusqu'en 1641, une guerilla avec 200 partisans dans les forêts périgourdines. Les tiraillements sont donc virulents dans l'armée des mutins. C'est à ce moment que la répression s'organise.

« LE SERVICE LE PLUS AGREABLE »

Cette armée de paysans bien organisés, qui occupent les villes (en particulier Eymet et Bergerac), qui a réussi sa liaison avec le bas peuple urbain, ne pouvait manquer d'inquiéter le gouvernement royal. Le mouvement prenait trop d'ampleur, il fallait le détruire par la force. « Les mouvements du peuple me fachent au point qu'on ne peut me rendre service plus agréable qu'en contribuant à les éteindre », disait Louis XIII à un gouverneur de province. On s'empressa d'être agréable au Roi. L'invasion étrangère en 1637 était contenue, on pouvait dès lors envoyer des troupes pour mater la révolte. Cela avait un double avantage : réprimer les troubles et alléger d'autant les provinces du cantonnement haï des soldats.



A la fin ces Voleurs infames et perdus, Comme fruits malheureux a cet arbre pendus
Monstrent bien que le crime (horrible et noire engeance) Est luy mesme instrument de honte et de vengeance,
Et que cest le Destin des hommes vicieux D'esprouuer tost ou tard la iustice des Cieux. 11

La répression fut terrible. Le Cardinal de La Valette, fils du Duc d'Epernon, s'en chargea. Le 1er juin 1637 il attaqua Eymet où se tenaient Madaillan et les Croquants. La ville fut prise, mise à feu et à sang. Madaillan trahit ses troupes et s'enfuit. 14 000 Croquants trouvèrent ici la mort. Puis La Valette marcha sur Bergerac, la « capitale » de La Mothe. Avant le début des hostilités, celui-ci entame des pourparlers secrets avec le Cardinal, et obtient l'amnistie pour lui-même et ses adjoints. Il put quitter la ville, laissant 5 000 à 6 000 Croquants devant les troupes royales. Ils furent écrasés. Le Roi accorde alors l'amnistie. Mais La Valette et d'Epernon, dans leur rage de féodaux qui ont vu leur statut social mis en cause par les insurgés, continuent la répression ...« Je n'ai garde d'implorer la grâce ni la clémence du Roi en leur faveur », écrit d'Epernon au chancelier Séguier, « j'estime au contraire qu'il est très nécessaire de les tenir en crainte,

de menacer ceux qui ont failli ou qui manqueront désormais à leur devoir de la confiscation de leur bien, et rasement de leur maison »... Bref les réduire à la mort. Une « cour martiale » est envoyée par le Parlement de Bordeaux, tortures, exécutions, dans la tradition de la justice d'Ancien Régime, se succèdent. La recherche des éléments les plus compromis est active. La tereur blanche règne.

Cette révolte des Croquants, qui par bien des aspects contestait les bases du régime social de la France de Louis XIII, était un évènement très important. Richelieu ne s'y était pas trompé. Pour lui la répression de cette guerre intérieure était autant, sinon plus importante que le succès dans la guerre contre l'Autriche et l'Espagne. La guerre étrangère respectait les règles du jeu, elle se faisait, par soldats interposés, entre gens de bonne et même compagnie, entre « cousins ». Une défaite n'aurait coûté que quelques provinces, pas un trône. La guerre civile par contre menaçait les assises de la monarchie. La façon dont Son Eminence complimenta La Valette ne laisse aucun doute sur ses pensées :

...« L'état auquel vous avez réduit les Croquants est si avantageux au service du Roi, et si glorieux pour vous, qu'encore que je vous aie déjà témoigné la joie que je ressens d'un si heureux succès... je vous la témoigne encore... Je veux croire que vous serez aussi heureux contre les Espagnols que vous l'avez été contre les malheureux révoltés. »

Il le fut. Mais moins de deux ans plus tard une nouvelle révolte paysanne éclatait en Normandie : celle des Nu-Pieds. Cette fois-ci ce fut le Chancelier Séguier en personne qui alla la réprimer, il s'y distingua par son extrême cruauté. Ce ne fut point pour autant la dernière révolte paysanne. Tout le long règne du « Roi Soleil » est marqué par une guerre intérieure sporadique mais violente. Les armées royales font autant la guerre à l'étranger qu'en France, on est loin de ce fait, de la grandeur imperturbable et de la splendeur du Grand Siècle ; toute médaille a son revers, celui de Louis XIV est particulièrement chargé de sang et de souffrances. Les Croquants avaient eu de nombreux aïeux révoltés, ils auront encore beaucoup de successeurs dans la voie toujours vivante de la lutte du peuple contre la monarchie.

J. SANDRIN

CHRONOLOGIE DE LA REVOLTE DES CROQUANTS

1635 :
Soulèvement des villes de Guyenne. Mouvements paysans pour aider la révolte populaire à Agen.

1636 :
Mai : soulèvement des environs d'Angoulême.
Juin : extension du mouvement. Conférence des Croquants pour établir leurs revendications.
Juillet : promesses royales d'amnistie et d'examen des griefs. Assemblée des Croquants en Saintonge ; les modérés y dominent.
Septembre : abolition de l'impôt du 20e sur toutes les transactions commerciales.
Automne : abolition de l'impôt sur le vin et la surcharge de la taille. Apaisement. Création d'une milice noble.

1637 :
Printemps : aggravation de la fiscalité. Reprise de la révolte en Périgord.
Prise d'Eymet et de Bergerac, grâce à la liaison avec la plèbe urbaine.
Juin : La Valette et les troupes royales reprennent Eymet. Trahison de La Mothe et reprise de Bergerac par La Valette.
Eté : répression terrible. Fin du mouvement organisé. 200 Croquants sous les ordres de Greleti continuent la guérilla jusqu'en 1641. Il faudra l'amnistie et des avantages pour les soumettre.

IL Y A 30 ANS...

L'EXODE

« TAISEZ-VOUS, DES OREILLES ENNEMIES VOUS ECOUTENT »

Mai 1940. Tout l'hiver des milliers de soldats ont lutté contre le froid, la boue, et l'ennui. Sur le front, sauf quelques coups de main montés par les corps francs à la frontière sarroise, les combats sont rares. Pendant ce temps, la propagande officielle incruste chaque jour dans la tête de milliers de Français le mythe d'une ligne Maginot infranchissable. A l'arrière, on répète, sans trop y croire et dans la bonne humeur, des exercices de défense passive, car personne ne croit réellement à une percée rapide du front. Sur tous les murs fleurissent des affiches exhortant à augmenter la production industrielle ou incitant à la prudence à cause des espions de la « 5e colonne ». La population civile s'installe dans cette guerre lointaine. Elle craint seulement d'éventuels bombardements aériens. Pour y parer, les autorités des grandes villes industrielles avaient prévu le repli des écoles, des hospices, et des autres collectivités dans la campagne avoisinante. Mais, aucun bombardement massif ne se produisant, bien des familles en ce printemps 40, font revenir leurs enfants ou leurs vieillards à la ville. Dans la petite et la grande bourgeoisie, on pense même aux prochaines vacances...

10 mai 1940. Le réveil est brutal. Le canon tonne sur tout le front, du Rhin aux Ardennes. Les Stukas s'acharnent sur les voies ferrées et les axes routiers. Mais surtout, fait plus grave, des parachutistes allemands sont largués aux Pays-Bas et en Belgique. Premier d'une longue série, le mythe de la neutralité belge s'effondre.

Dès le début des combats, les habitants des régions frontalières et des villes bombardées s'enfuient dans la plus grande confusion, vers le sud, en direction de la France. Leur exemple sera contagieux et ravivera dans l'esprit des habitants du Nord, le souvenir des jours les plus sombres de 1914. En effet, les quatre ans d'occupation de la « der des der » avaient profondément marqué la population belge et du Nord de la France ; cela explique la rapidité avec laquelle elle se mettra en marche pour éviter coûte que coûte une deuxième occupation.

Aux Pays-Bas, plus de 100.000 personnes, parmi lesquelles de forts contingents d'Israélites d'Amsterdam, tentent de s'éloigner des lieux de combats ; seuls les plus riches d'entre eux parviendront, grâce à leurs puissantes voitures, à gagner de vitesse les colonnes allemandes. Pour les autres l'occupation commençait.

En Belgique, le flot des réfugiés augmente très vite et dès le 12 mai, des milliers de voitures belges foncent déjà vers le Midi et l'Ouest de la France. A cette date, tout le pays est atteint par l'exode. Une foule de civils s'entasse dans des véhicules de toutes sortes et encombre les routes, gênant les troupes franco-anglaises qui progressent lentement à contre-courant. Des encombrements de plusieurs kilomètres se forment à certains postes de douanes français, où l'on maintient un semblant de contrôle qui contribue plus à augmenter la confusion, qu'à empêcher l'infiltration des rexistes et des pro-nazis flamands en France. Ces derniers font circuler dans la foule les bruits les plus alarmants, canalisant quelquefois celle-ci vers les lieux de combats pour désorganiser la défense. Ils agissent sur les conseils de l'Etat-Major allemand qui, pendant deux mois, ne ménagera pas ses efforts pour provoquer l'exode des populations civiles, qui encombrait les transports, et produisait une irrésistible impression de défaite totale chez tous ceux qui y assistaient ou y participaient.

En France, les paysans des Ardennes, chassés par les combats sur la Meuse, se sont mis en route les premiers. Ils ont entassé tout ce qu'ils ont pu dans de lourdes charettes et descendent vers le Sud avec résignation. Les plus âgés d'entre eux en sont à leur troisième exode...

Dans les villes industrielles du Nord, des trains entiers évacuent des enfants, des vieillards, de nombreux « affectés spéciaux » qui font suivre leurs familles. Les douaniers, les services administratifs font de même. Des soldats débandés, belges en particulier, se mêlent déjà aux civils. Mais, à partir du 17 mai, les autorités réservent la voie ferrée aux seuls convois militaires et le flot grandissant des civils va devoir s'écouler par les mauvaises routes de la région. Les bombardements se multiplient, parfois très meurtriers comme à Cambrai où plus de 200 personnes sont tuées autour de la gare.

Le 20 mai, les réfugiés se scindent en deux groupes. Ceux qui sont encore au nord de la Somme tentent vainement de franchir le fleuve à Amiens ou à Abbeville bombardées à plusieurs reprises et où les troupes françaises résistent. Les autres, au sud, se ruent vers Rouen, Paris ou Dijon, pour éviter les combats et l'occupation car nombreux sont ceux qui croient à une stabilisation du front en Picardie. Effectivement, du 24 mai au 5 juin, des régiments venus de l'Est vont contenir la poussée allemande au sud de la Somme et sur l'Aisne. Pendant ce temps, dans la région de Dunkerque, de nombreux civils se mêlent aux militaires pour tenter de gagner l'Angleterre ou de longer la côte vers le sud. Quelques milliers d'entre eux réussirent ainsi à gagner Dieppe, Caen ou Cherbourg sur des bateaux de tous tonnages. Par contre dans l'Oise, reprenant courage aussi vite qu'ils l'avaient perdu, de nombreux habitants reviennent chez eux et s'installent parfois à quelques kilomètres des lignes de combats. A Paris, que les réfugiés ont atteint en très grand nombre depuis le 17 mai, l'inquiétude suscitée la veille par l'incendie, sur ordre du gouvernement, des archives du ministère des Affaires Etrangères, s'estompe rapidement. Les réfugiés de l'Est, du Nord et de la Belgique profitent du ralentissement de l'avance ennemie, pour gagner l'Ouest par le train.

A partir du 5 juin, les troupes allemandes passent à nouveau à l'offensive sur toute la ligne que l'Etat-Major français persiste à appeler le front. En fait, ce front n'est qu'un mince rideau de troupes, sans réserves, disposées les unes à côté des autres suivant une conception dépassée de la guerre. On veut refaire la « grande guerre » et en conséquence on ne prévoit aucune mesure de repli ni même aucune consigne pour les civils. Malgré la résistance acharnée de certaines unités, la retraite va s'amorcer pour aller en s'accélérant et se transformer en une vaste déroute généralisée. Partout ou presque, les autorités civiles et militaires donnent l'exemple du départ. Les conseillers municipaux, les maires, les percepteurs, les hôpitaux, tous déménagent. Les ministères parisiens sont dispersés dans les châteaux de la Loire, ne pouvant même pas communiquer entre eux. Des usines entières déménagent. Les notables locaux, les industriels et les gros commerçants suivent ou précèdent le mouvement. Pour eux, presque tous propriétaires d'automobiles, habitués aux voyages, ayant des relations nombreuses, l'exode n'est souvent qu'un voyage un peu plus rapide qu'à l'accoutumée vers le sud. Quant aux gens du peuple, ils voient chaque jour leur ville ou leur village se vider un peu plus. Ils voient passer ces puissantes voitures sur la route, ces convois officiels qui ne semblent pas toujours savoir où ils vont, ces wagons bondés de fonctionnaires et d'archives inutiles. Le préfet, l'évêque et même quelquefois les pompiers partent. Et, quand la canonnade approche, les gens du peuple livrés à eux-mêmes se mettent à leur tour en marche. Ils n'ont aucune consigne officielle, aucun encadrement, pas d'étapes prévues. Le cortège est pitoyable. On remet en marche de vieilles guimbardes sur le toit desquelles on fixe un matelas pour se protéger des balles. Ou bien l'on entasse quelques objets dans une charette à bras, un landau, une brouette. Parfois, l'affolement est tel que l'on part à pied, sans provisions ou presque, au hasard. Très vite les pieds sont en sang et la fatigue se fait sentir. Les moins valides sont chargés sur des charettes ou bien restent sur place. Les vieux tacots rendent l'âme les uns après les autres et sont basculés dans le fossé. Les inégalités sociales se font durement sentir. Les plus riches passent les premiers, achètent à manger et souvent même trouvent une chambre pour la nuit. Les plus pauvres, alors qu'ils marchent depuis des jours, doivent coucher dehors et piller les potagers et les clapiers pour se nourrir. Des vieillards, des enfants meurent d'épuisement et les mitraillages font des centaines de victimes, surtout parmi les traînards. Et cette fuite éperdue ne met pas pour autant à l'abri des combats. Bien souvent les réfugiés auxquels se mêlent des soldats en déroute, sont rejoints par les troupes allemandes et pris dans des combats de retardement brefs, mais violents et meurtriers.

Dans cette foule, les Parisiens sont nombreux. Ils ont quitté la capitale dès le 10 juin. Seuls les plus heureux ont pu trouver une place dans des trains formés avec les

wagons les plus hétéroclites et partant sans direction précise. Aucune mesure d'ensemble n'a été prise pour l'évacuation d'une ville de plus de quatre millions d'habitants. Au contraire, l'incertitude plane sur le sort de la ville. Sera-t-elle défendue maison par maison comme le prétendent certains ? Sera-t-elle abandonnée ? Essaiera-t-on d'arrêter l'ennemi plus au nord ? Personne ne peut répondre. Le ravitaillement devient difficile car de nombreux commerçants sont partis. Les bruits les plus alarmants circulent. Ainsi l'on prétend que toute la ville est minée et sautera d'une minute à l'autre. Les 39 journaux de la capitale déménagent, privant la ville de toute information. Le défilé des réfugiés de l'Oise et de l'Aisne a repris sur les boulevards comme pendant les jours les plus sombres de mai. Honteusement, souvent de nuit, les derniers services officiels s'enfuient. Les détenus de Fresnes sont évacués mais le 11 juin les départs restent relativement ordonnés. Le 12 et le 13 juin, le rythme des départs s'accélère et les grandes routes menant à Orléans, Fontainebleau et Chartres, sont embouteillées à un point tel qu'il faut une journée pour faire 60 kilomètres. Seuls les cyclistes progressent rapidement dans cette cohue. Une épaisse fumée noire obscurcit le ciel de Paris. Ce sont les dépôts d'essence de la Basse-Seine qui brûlent. En deux jours presque toute la ville se vide. On ne trouve plus un taxi, ni un autobus, et il reste bien peu de monde pour apprendre, le 13 juin, que la ville ne sera pas défendue...

Pendant ce temps, les Allemands ont déjà franchi la Seine en aval de Paris et dès le 9 juin, Evreux, Vernon et Elbeuf sont évacués, tandis que des milliers de réfugiés sont bloqués au nord du fleuve, dans la région du Havre. Ces derniers sont étroitement mêlés aux soldats britanniques et français qui défendent pied à pied une poche chaque jour plus petite. Le même jour, les ponts de Rouen sautent et les combats détruisent tous les quartiers de la rive droite, faisant beaucoup de victimes. De nombreux habitants s'enfuient dans la campagne avoisinante, ou franchissent le fleuve sur des embarcations de fortune.

La situation n'est guère plus brillante à l'est de Paris. Dans l'Aube et surtout à Troyes, les bombardements du 13 juin donnent le signal du départ en direction du Morvan ou de Lyon. Plus loin, des frontaliers alsaciens et lorrains craignant d'être pris entre la ligne Maginot et les troupes d'Hitler, se replient vers les Vosges et le Jura. Dans le Sud-Est, l'entrée en guerre de l'Italie suscite des manifestations anti-fascistes à Lyon et à Ajaccio. Un millier d'Italiens sont arrêtés à Marseille où un bombardement sévère incite les citadins à se réfugier dans la campagne. Les montagnards des régions frontalières, où l'armée des Alpes livre de durs combats, évacuent par villages entiers de nuit, poussant devant eux leurs troupeaux sur des sentiers connus d'eux seuls. Ils seront ensuite dirigés sur la Lozère et le Vivarais. Mais c'est sur la Loire que se déroulent les événements les plus graves.

L'avance rapide des colonnes allemandes, à l'est et à l'ouest de la capitale, rejette vers la Loire tous les habitants de la région parisienne. Plusieurs centaines de milliers de personnes qui persistent à croire en la possibilité d'un front s'établissant sur la Loire, considèrent la rive gauche du fleuve comme le seul refuge. Les bombardements de Dreux, de Chartres et de Montargis contribuent à jeter sur les routes un peu plus de monde et posent aussi de nouveaux problèmes. En effet de Paris à la Loire, la foule des piétons ne trouvera souvent que des villes vides d'habitants, dans lesquelles le pillage est la seule forme possible de ravitaillement. L'absence presque totale de gendarmes et les consignes alarmistes et contradictoires de ce qui reste des autorités locales favorisent cet état de fait. D'autre part, les soldats français, épuisés par des marches forcées répétées et par dix jours de combats, privés d'intendance et bien souvent d'Etat-Major, refluent eux aussi vers la Loire. Par petits paquets ou en unités à peu près constituées, ils viennent s'engluer dans la masse compacte des civils. Les encombrements les plus spectaculaires se produisent au nord de Gien et de Sully-sur-Loire entre le 15 et le 17 juin. Les camions militaires, les vieilles voitures, les charettes, les brouettes, les cyclistes, les piétons s'accumulent sur la rive droite, devant les ponts sur lesquels on ne peut passer qu'à la file indienne. C'est cette cohue que les avions allemands vont bombarder le 15 juin et que les fascistes italiens mitrailleront à plusieurs reprises les jours suivants. Ces derniers s'acharneront sur des cibles faciles et absolument sans défense comme ils s'étaient acharnés en Espagne, en Abyssinie ou lors du bombardement du Vendredi Saint 1939 en Albanie, sur des villages et des objectifs purement civils. Sur le pont de Gien des cadavres de femmes, d'enfants, de chevaux sont jetés dans la Loire pour laisser le passage aux réfugiés. Le 16 juin, les quartiers de la rive droite brûlent et les prisonniers évadés de la Centrale de Melun s'y livrent au pillage. Le même jour, Sully-sur-Loire est bombardée à plusieurs reprises par les fascistes italiens qui incendient l'hospice et les dépôts d'essence. Châteauneuf - sur - Loire, Jargeau, Orléans, Blois sont également pilonnées avec violence.

En certains points comme à Sully, Blois, Saumur, la résistance des troupes françaises est encore vive, mais ailleurs les troupes allemandes franchissent le fleuve après de brefs combats et reprennent leur progression vers le Sud. Pendant ce temps, une colonne allemande, venue de l'Aisne, atteint la frontière suisse, bloquant dans le Jura plusieurs dizaines de milliers de soldats et de civils dont beaucoup réussiront à quitter le pays.

Dans le Morvan, c'est la panique et des réfugiés venus de l'Yonne, de l'Aube, de Paris entraînent les habitants vers la vallée de la Saône et vers Lyon. Dans cette dernière ville, civils et militaires se disputent les autobus. Une caravane lamentable de soldats épuisés et de réfugiés égarés et affamés, traverse la ville. Tous ne trouvent de réconfort que dans les quartiers ouvriers où les habitants qui sont encore sur place, se relaient pour fournir nourriture et boisson à ceux qui en ont le plus besoin.

Le 17 et le 18 juin, deux événements vont contribuer à généraliser et accentuer la pagaille qui règne dans le pays. Il s'agit d'abord du discours du maréchal Pétain, le 17 juin, qui se termine par une phrase ambiguë : « Il faut cesser le combat », sans préciser si c'est un ordre ou une hypothèse ; ensuite de l'ordre ferme et précis donné le lendemain de ne défendre aucune ville de plus de 20.000 habitants qui est transmis à ce qui reste d' « autorités militaires ». Immédiatement, les Allemands exploitent les deux faits. Ils avancent très rapidement dans bien des villes de l'Ouest et du Sud-Ouest, annonçant aux Français indécis que la guerre est finie, ou bien que l'armistice n'est plus qu'une question d'heures et qu'il est donc inutile de se battre. Quant à la décision de ne pas défendre « les villes ouvertes », elle permettra aux troupes d'Hitler de s'emparer sans coup férir de nœuds routiers et ferroviaires importants.

A partir du 18 juin, la situation se dégrade de plus en plus vite. Des convois de réfugiés viennent échouer dans les Pyrénées et le Massif Central sans pouvoir aller plus loin. Certaines villes comme Marseille et surtout Toulouse voient leur population plus que doubler. Des milliers de réfugiés campent un peu partout, s'accrochant parfois violemment avec les habitants, ou avec de petits groupes

de soldats qui veulent résister. Ces petits groupes, le plus souvent sans liens entre eux, refluent vers le Sud-Ouest et le Massif Central en s'accrochant au terrain. Seules les troupes de l'armée des Alpes sont encore organisées et résistent à la double offensive italienne et allemande.

Le 24 juin, les derniers coups de canons sont tirés et les millions de Français encore sur les routes apprennent la nouvelle avec amertume : l'armistice est signé. Quelques combattants encerclés dans la ligne Maginot, refusent pendant plusieurs jours de se rendre, mais le refus de la capitulation n'est déjà plus qu'une affaire de conscience individuelle. Pour plus de la moitié des Français l'occupation commence, mais déjà la résistance populaire s'organise...



POURQUOI L'EXODE ?

Certains membres du haut-clergé, piliers du régime de Vichy, ont affirmé que l'exode et la défaite n'étaient qu'une punition divine, largement méritée par un peuple devenu beaucoup trop laïque, impie et immoral. Cette thèse du peuple décadent, corrompu par ses instituteurs et ses enseignants « judéo-maçonniques », fut la thèse officielle de 40 à 44. Elle fut soutenue par les nazis qui devenaient dans cette fable « le peuple fort, pur et dur, instrument de la vengeance de Dieu ». Si ces explications ne sont pas très scientifiques, elles n'en trouvent pas moins des partisans de nos jours...

Les responsabilités des généraux paraissent beaucoup plus sérieuses. S'il est de toute évidence faux de dire que tous les officiers ont trahi leurs troupes, il n'en est pas moins vrai que ceux qui l'ont fait sont beaucoup trop nombreux. Ils ont ainsi laisser reposer la direction des opérations sur les épaules de quelques hommes qui n'ont pu prendre que des mesures locales ou régionales pour tenter d'enrayer une avance ennemie que personne n'avait envisagée.

Mais les responsabilités des autorités civiles sont encore plus lourdes. En effet, très souvent les préfets, les maires et leurs adjoints, les percepteurs de bien des communes sont partis les premiers. Les députés et les conseillers municipaux accompagnés de toutes les grandes administrations donnèrent l'exemple en se « repliant » un peu hâtivement. S'il est quelques fonctionnaires tenaces pour être resté en fonction jusqu'au bout, dont Jean Moulin préfet de Chartres, la débandade fut la règle générale.

La petite et la grande bourgeoisie a également sa part de responsabilité. Par manque de fermeté face à Hitler et Mussolini, pendant plus de dix ans, où elle préférait réserver ses coups à l'extrême-gauche plutôt qu'aux nazis et à l'extrême-droite, elle a contribué à renforcer ces derniers. Cette position s'est traduite par deux attitudes essentielles au moment de l'offensive allemande : soit par un départ précipité le plus loin possible des zones de combats, soit par toutes sortes d'actions psychologiques ou militaires, annonçant déjà pour certains la collaboration. Bien des bourgeois, des militaires, des industriels, des ecclésiastiques et des fascistes de tout poil, voyaient d'un bon œil l'armée nazie balayer les débris du front populaire et installer un régime fort dans le pays.

C'est dans cette atmosphère de défaite que les agents de la fameuse « 5e colonne » ont pu agir. Si le mythe de la 5e colonne a depuis été bien grossi et renforcé par des individus qui abritent leurs faiblesses derrière elle, elle n'en a pas moins eu une existence réelle. En plus de « Radio-Stuttgart » qui déversait sans cesse un flot de fausses nouvelles, astucieusement entrecoupées d'informations justes, des agents nazis provoquaient des départs massifs dans des villages et des villes ; ils passaient au petit jour et tiraient violemment les sonnettes, tapaient sur les volets et les portes en hurlant et en tirant des coups de feu. Ils laissaient croire que les Allemands seraient là

dans quelques minutes, alors qu'ils étaient encore à plusieurs dizaines de kilomètres. Ces départs sont quelquefois bien coordonnés avec les opérations militaires en cours. Ainsi, les habitants de Saint-Valéry-en-Caux tombèrent à point nommé pour bloquer des unités qui se repliaient vers Le Havre et furent anéanties. Ou encore, la foule des Parisiens, qui le 13 juin fut systématiquement canalisée vers la porte d'Italie et Fontainebleau alors que la route d'Orléans restait déserte, permettant aux blindés allemands de progresser très vite. D'autres fois, les informateurs nazis se glissent parmi les réfugiés pour observer les défenses françaises et guider les troupes ennemies, comme à Tournus qui fut attaquée à revers par une petite route venant du Morvan. Il faut ajouter à tout cela les sabotages comme l'incendie de la caserne de Tours ou des rails déboulonnés comme à Sully-sur-Loire ; ou bien les ordres fantaisistes donnés à des groupes en retraite par de pseudo-officiers français et même l'aide directe fournie dans les combats par certains groupes fascistes. Ainsi au Blanc dans l'Indre, des anciens combattants de la ville arrachèrent les mêches des mines, permettant aux Allemands de franchir le pont sans encombre. La « 5e colonne » a donc bien agi en facilitant la progression des nazis et en retardant le plus possible les mouvements des troupes françaises, comme à Senlis où le chef de la régulatrice routière de l'armée n'était autre que Jacques Doriot...

Mais l'exode nourrit l'exode. Le simple passage de milliers de civils affolés contribue largement à vider les villes.

Cette débâcle, le P.C.F. ne réagit ni pour l'accentuer, ni pour l'enrayer. Les militants communistes pourchassés par les autorités françaises, démoralisés et égarés par le pacte germano-soviétique, ne se voient offrir comme perspectives par leurs dirigeants que de dénoncer également « deux impérialismes gangsters » : le franco-anglais et l'allemand. Cette analyse ne satisfait pas nombre de militants tel Fabien qui se battra jusqu'au bout dans son régiment de tirailleurs, avant de passer à la résistance populaire. Il faut dire que la direction du P.C.F. était, à l'époque, bien hésitante puisque le 20 juin alors que l'armistice n'était pas encore signé, Maurice Tréand, membre du Comité central, entreprenait des démarches auprès de l'autorité nazie pour faire reparaître légalement l' « Humanité ».

Mais en cette fin de juin 1940, alors que lentement les réfugiés regagnent leurs domiciles pour découvrir les dures réalités de l'occupation, l'avenir appartient à ceux qui ont choisi la voie de la résistance populaire. Parmi eux, les militants communistes seront nombreux.

Gilles RAGACHE.



LA RESISTANCE POPULAIRE AU COUP D'ETAT du 2 Décembre

En quoi consiste ce coup d'Etat que le journal bonapartiste « Le Moniteur » appelle révolution ? Pour les bonapartistes, c'est « le cri de reconnaissance et d'espoir sorti des entrailles d'une société sauvée », c'est encore « la sainte alliance des âmes croyantes contre la démagogie : le communisme et l'anarchisme ». Pour d'autres, c'est l'exil, la fuite, toutes les espérances de 1848 définitivement enfuies, l'arrêt brutal de la montée socialiste et communiste. Rapidement, rappelons cet événement.

Après Cavaignac et la répression de l'émeute de juin 1848, le mouvement ouvrier était en grande partie jugulé, mais son organisation dans l'ensemble n'était pas entièrement détruite. Surtout, comme pendant et après toute répression, ce mouvement se structura et prit des tendances plus intransigeantes, plus violentes. Du côté de l'Assemblée, partagée entre monarchistes et bourgeois modérément républicains, on prépara une constitution qui aboutissait au régime présidentiel, partageant le pouvoir entre une assemblée unique élue pour trois ans et un président de la République élu pour quatre ans. Cette constitution était suffisamment large pour laisser la place à toutes les espérances de ceux qui convoitaient le pouvoir personnel.

Aux élections présidentielles de 1848, Louis Napoléon Bonaparte l'emporta. D'un côté, son manque apparent de personnalité en faisait un homme de paille idéal pour les bourgeois républicains ; d'autre part, le prestige de son oncle parmi les paysans mécontents de cette nouvelle république, et une habile campagne électorale reposant sur l'ambiguïté du personnage rallièrent les votes de l'ensemble de la France paysanne et bourgeoise. Même une partie des ouvriers, voyant là un moyen de se débarrasser de leur ennemi mortel Cavaignac, votèrent pour Bonaparte. Enfin l'élection de celui-ci fut facilitée par la médiocrité et l'impopularité de ses adversaires. Toujours est-il que sur un immense « quiproquo » (Victor Hugo), Bonaparte accéda au pouvoir.

Mis en place en grande partie avec l'aide des notables monarchistes et de la bourgeoisie, il va prendre peu à peu ses distances vis-à-vis des notables en substituant à un Premier ministre de tendance monarchiste un gouvernement choisi parmi les gens de sa trempe et qui n'ont rien à perdre. Ces gens sont : Maupas à la police, Fleury, Persigny et de Morny, son demi-frère, ministre de l'Intérieur. Ils seront tous ses plus fidèles auxiliaires dans le coup d'Etat.



CARRYING THE WOUNDED TO THE HOSPITAL OF ST. LOUIS.

La présidence sera pour Bonaparte un palier durant lequel il éliminera doucement les monarchistes tout en développant grâce à eux une répression sournoise, dont trois lois résument le but essentiel : restriction des libertés de presse, suspension des libertés d'association et possibilité d'un état de siège décrété par le gouvernement. Bientôt, utilisant savamment la peur sociale des monarchistes devant la montée socialiste aux élections de 1849, il fait voter à l'Assemblée une restriction du suffrage universel éliminant du droit de vote un certain nombre de citoyens pauvres. Viennent s'ajouter à ce vote des lois anti-socialistes et la célèbre loi Falloux sur l'enseignement libre, permettant de limiter la montée socialiste parmi les professeurs et enseignés de tous niveaux. Ces votes ayant été accomplis par l'Assemblée, Bonaparte dégage ainsi sa responsabilité.

Enfin, avec l'approche de la fin de son mandat présidentiel (1852), et se rendant compte que sa réélection n'était pas assurée, Bonaparte décida, conseillé par son entourage, d'obtenir une prolongation de son mandat. Pour cette prolongation, il avait deux solutions. Une voie légale passant par un changement de la constitution (auquel étaient opposés les monarchistes de tout bord), et une voie illégale déjà envisagée lors de la montée socialiste aux élections de 1849. La voie légale lui sera refusée par l'Assemblée malgré un certain nombre de « pots de vin ». Il ne restait donc plus à Bonaparte que le « bain de sang » comme le dira Morny, pour passer à l'Empire. Pour ce bain de sang, une armée dévouée était nécessaire. Bonaparte va s'y employer en formant un Etat-Major à sa mesure. Il choisit, parmi ce qu'on appelle l'armée d'Afrique et qui n'est autre que l'armée coloniale, un certain nombre d'hommes prêts à tout pour avancer et farouchement anti-républicains. Ces hommes vont se tailler des succès foudroyants mais plus que faciles et surtout inutiles contre les Kabyles. Le but de la campagne anti-kabyle fut de faire monter en grade certains officiers destinés au coup d'Etat. Saint Arnaud sera le plus entreprenant de ces officiers (Canrobert, Reybelle, Espinasse...) De son côté Magnan, l'autre homme de main de Bonaparte, a déjà ses lettres de noblesse dans la répression. Il écrira lui-même à Morny « Lille écrasée pendant six jours et six nuits (sous Louis Philippe), Lyon (1849) pendant six heures où j'ai tiré six cents coups de canon, m'ont appris la guerre de rue ». Cette lettre lui vaudra la confiance de Bonaparte qui le nommera général de la place de Paris.

L'AFFAIRE DES KABYLES

Cette révolte Kabyle ne fut pas autre chose qu'un massacre inutile décidé par Bonaparte et par Saint-Arnaud. Bonaparte voulait donner à son officier une occasion de se distinguer pour le nommer ministre des armées. Saint-Arnaud voulait avoir de l'avancement facile comme il l'écrivit lui-même à sa femme : « avec cette expédition, je me place et je gagne ma troisième étoile ». Cette expédition fut donc montée de toutes pièces contre les Kabyles depuis longtemps en paix. D'après un écrivain bonapartiste, on décida de « chatouiller les Kabyles », à qui l'on « fit savoir qu'ils étaient en pleine révolte ».

Il est évident que les Kabyles se défendirent ce qui justifia alors des représailles allant jusqu'à l'extermination. Citons simplement Saint-Arnaud :

« Je pille, je brûle, je dévaste, je coupe les arbres, je détruit les récoltes, le pays est entouré d'un horizon de flammes et de fumée. » Il enfumait volontiers ses adversaires : « Cinq cents d'un coup dans leur caverne, la terreur couvrira à jamais les cadavres de ces fanatiques. »

Voilà donc quelle fut la « fabuleuse et foudroyante épopée » qui valut à Saint-Arnaud son ministère.

Enfin il restait à Bonaparte et à sa bande à justifier le coup d'Etat aux yeux de l'opinion publique. Une propagande anti-socialiste, laissant planer l'idée d'une insurrection, fut activement menée. En voici un exemple. Dans le « Spectre Rouge » de Romieu, bonapartiste fervent, on peut lire : « les sombres masses des prolétaires (...) chantent leurs cantiques de haine », « les campagnes se pervertissent (...) aussi j'annonce la Jacquerie » ; il ajoute encore : « de nos jours, la logique est dans la mitraille (...), c'est l'armée seule qui nous sauvera ». Un autre partisan de Bonaparte, Veuillot, écrit aussi : « devant l'invasion des passions brutales et barbares qui menacent (comprenons la révolution socialiste) (...), le prêtre et le soldat se donneront la main », évidemment sous la direction de Bonaparte : « chef désigné de la grande armée de l'Ordre ».

Cette propagande fut trop active et surtout très maladroite, car souvent le résultat fut contraire aux espérances bonapartistes surtout dans le milieu paysan. Un bon nombre de petits paysans endettés, exploités, amenés au bord de la faillite par les impôts du gouvernement, se tourna au contraire vers l'espoir socialiste. Cet éveil de la paysannerie au socialisme, déjà avancé dans certaines régions, peut expliquer la résistance paysanne au coup d'Etat. Chez les ouvriers, Bonaparte était peu à peu démasqué malgré son livre sur l'extinction du Paupérisme et son impopularité était grandissante dans la partie la plus consciente du prolétariat. Ce prolétariat se réorganisait et reprenait confiance devant ses victoires aux élections de 1849. Il évitait soigneusement les provocations, pourtant nombreuses du pouvoir. Les élections de 1852 seraient peut-être la revanche pacifique de juin 1848.

Devant cette montée populaire, paysanne et ouvrière, le coup d'Etat fut définitivement décidé pour le 2 décembre 1851. D'une part parce que cette date rappelait Austerlitz et le sacre de Napoléon 1er, d'autre part parce que l'Assemblée par peur avait accumulé assez de maladresses, en refusant de rétablir le suffrage universel, pour permettre à Bonaparte de se présenter à la moyenne bourgeoisie comme le défenseur du suffrage universel, de la démocratie, de l'ordre social, à la fois contre la droite monarchiste et la gauche socialiste.

L'armée est prête grâce à Saint Arnaud et Magnan, la police grâce à Maupas ; l'argent est avancé par la Banque de France à Persigny, enfin Morny supervise tout. Dans la nuit du 1er au 2 décembre le coup d'Etat est mis en application.

LA RESISTANCE

La résistance parlementaire fut des plus faibles, sinon des plus ridicules, et nous ne nous y attarderons pas. La résistance populaire fut plus sérieuse quoiqu'ait pu en dire l'histoire officielle. Ce n'est pas le 2 décembre que cette résistance démarra. Ce jour-là, les troupes avaient pris possession de Paris dès 6 heures du matin créant un effet de surprise totale. La population de Paris fut d'abord indifférente. Il semble qu'il n'y ait pas tout de suite d'hostilité. Le rétablissement du suffrage universel par Bonaparte, suprême ironie, et l'arrestation des monarchistes ont d'abord masqué la réalité politique au peuple parisien.

Malgré tout, une partie de la population, surtout la petite bourgeoisie, manifesta pacifiquement son hostilité sourde au coup d'Etat. Lorsque le matin du 2 décembre à 10 heures, Bonaparte sortit pour tâter les réactions de l'opinion publique, la foule ne lui fit pas l'accueil auquel il s'attendait. Des cris de « vive la République » et de « à bas le tyran » fusèrent même des trottoirs malgré la claque officielle qui suivait le cortège. Si la réaction ouvrière ne fut pas immédiate, il faut dire que le déploiement de forces sur les boulevards et à l'entrée des faubourgs ouvriers (80.000 hommes de troupe et 120 pièces d'artillerie) refroidit l'ardeur ouvrière. Le nouveau pouvoir se rend compte rapidement de son impopularité. Maupas dit lui-même : « Je dois dire que je ne crois pas que les sympathies populaires soient avec nous. Nous ne trouvons d'enthousiasme nulle part. » Effectivement, dès 14 heures, les escouades sont prises dans des remous de la foule sur les boulevards. Il ne s'agit pour l'instant que de la petite bourgeoisie qui se voit privée par Bonaparte de la République modérée issue de 1848. Mais une chose est importante : l'armée est insultée, des officiers sont désarçonnés. Ce n'est que le soir que les premières manifestations ouvrières ont lieu. Un millier d'ouvriers descendent la rue Saint Martin en chantant La Marseillaise. Ce n'est plus la République bourgeoise qui est défendue, avec La Marseillaise c'est le souvenir de 1793 qui apparaît.

La nuit va apporter du changement chez les « petites gens ». Saint Arnaud s'en rend compte puisqu'il interdit absolument durant la nuit que tout contact ait lieu entre la troupe et la « populace ». Les soldats ne doivent fraterniser à aucun prix avec le peuple. Le 3 décembre la première barricade est élevée, mais elle n'est faite que par une minorité de bourgeois républicains sans arme. La troupe tire et le député Baudin est la première victime de la répression. Mais pour ce 3 décembre la phase importante, c'est la prise de conscience des faubourgs ouvriers. En effet, l'arrestation des députés socialistes commençait à inquiéter les ouvriers. Pourquoi Bonaparte arrête-t-il des socialistes, alors qu'il prétend défendre la République dans son coup d'Etat ? Le déploiement de forces, s'il fait peur au peuple, lui ouvre aussi les yeux. Toute cette armée est-elle vraiment destinée aux royalistes ? La réponse est rapide, lorsque le colonel Rochefort sabre les manifestants de plus en plus nombreux dans le quartier du Temple « laissant plusieurs cadavres sur le carreau ». A la fin de la matinée les « mauvais quartiers » de l'Hôtel-de-Ville voient leurs premières barricades et la première « guérilla » urbaine sérieuse. Sans cesse la cavalerie charge, sans cesse les barricades se reforment une fois la charge passée, et ceci de 14 à 22 heures. Les morts s'accumulent de chaque côté, les manifestants cette fois-ci se composent de petits bourgeois, commerçants, ouvriers, artisans qui ont trouvé des armes. Chaque charge laisse sa traînée de blessés ou de morts. Mais cela reste très sporadique et très localisé. Le prolétariat n'est pas entré complètement dans la lutte et il n'y entrera d'ailleurs jamais totalement, soit qu'il ait compris que le rapport de force n'était pas en sa faveur, soit qu'il n'ait pas encore réalisé la mystification bonapartiste. Mais pour l'instant le problème pour Bonaparte, ce n'est pas le peuple, c'est l'armée. Un référendum fait dans l'armée pour approuver le coup d'Etat a pour résultat une majorité de oui (303.290), mais aussi des milliers de non : 1/10e de l'armée de terre. Ainsi des soldats chargés de la répression désapprouvent le coup d'Etat. Une partie de l'armée peut passer du côté de la résistance. Devant les dangers d'échec croissants, la clique bonapartiste n'hésite plus. Saint Arnaud proclame : « Tout individu pris construisant ou défendant une barricade ou les armes à la main sera fusillé ». La journée du 4 décembre devra être décisive.

Le plan de Morny et de Maupas est simple. Laisser libre-champ toute la matinée aux résistants. Ils construiront des barricades et le motif sera alors trouvé pour sabrer et fusiller tout le monde. En effet pas un homme de troupe ne paraît dans la matinée. Et les barricades se construisent dans Paris. Ténot, un républicain, raconte : « Toutes les troupes ayant été retirées comme il avait été convenu dans le conseil militaire (...), rien ne s'opposait à la construction des barricades. Dès 9 heures du matin, elles s'élevèrent en grand nombre dans les rues



5 décembre à Paris : Des résistants fusillés sans jugement

comprises entre les boulevards, les quais, la rue Montmartre et la rue du Temple ». En fait, à midi, la moitié de Paris était couvert de barricades mais il n'y avait pas d'organisation sérieuse.

Maintenant le problème est de savoir qui défendait les barricades. Il semble que les ouvriers furent peu nombreux si on en croit Ténot : « la masse populaire n'agissait pas encore mais elle se montrait sympathique à ceux qui agissaient ». En fait ceux qui agissaient représentaient la partie la plus révolutionnaire et la plus consciente à la fois de la petite bourgeoisie et du peuple. Un historien H. Guillemin, estime à 1.200 le nombre d'ouvriers qui ont résisté, ce qui est très peu par rapport à la population ouvrière de l'époque à Paris. Pourquoi donc si peu d'ouvriers ? D'abord parce qu'ils n'ont plus d'armes depuis juin 1848 et se battre dans ces conditions contre 80.000 soldats paraît à beaucoup une folie. Ensuite parce que beaucoup d'ouvriers avaient été induits en erreur par les affiches bonapartistes qui affirmaient que celui-ci défendait la République contre la droite. Cette théorie était répandue dans les quartiers ouvriers par les « ratapoils », c'est-à-dire les indicateurs de police. Pourtant une chose est sûre, vers 14 heures le 4 décembre, juste avant que la bataille s'engage, il y a de plus en plus d'ouvriers qui prennent conscience du danger et de la fourberie bonapartiste. Ces ouvriers rejoignent alors les barricades. Maupas s'en rend compte et ne veut pas laisser traîner les choses : « Les nouvelles deviennent tout à fait graves, les insurgés occupent les mairies, les boutiquiers leur livrent leurs armes. La mairie du Ve est occupée par les insurgés (des ouvriers), ils se fortifient en ce point. Laisser grossir maintenant serait un acte de haute imprudence. Il faut le bruit et l'effet du canon et il le faut tout de suite ». La bande à Bonaparte avait raison de s'affoler car si elle n'intervenait pas tout de suite, et si les insurgés tenaient jusqu'à la nuit, le 5 décembre, le lendemain, tout Paris serait dans la rue. Les 80.000 hommes de troupe seraient alors insuffisants, le coup d'Etat échouerait.

A 14 heures, Morny donne donc l'ordre d'attaquer sur deux fronts. D'abord le centre de Paris où il y a les barricades et les ouvriers ; ensuite les boulevards des Italiens et de Montmartre, noirs de monde, où se tenait la bourgeoisie républicaine hostile à Bonaparte. Le combat fut inégal. D'un côté, les barricades où petits bourgeois et ouvriers se battirent à un contre trente, de l'autre les grands boulevards où la bourgeoisie républicaine était désarmée en face de 16.000 hommes de troupe. Ce fut un massacre, d'autant plus que Saint Arnaud avait ordonné de fusiller tous ceux qui se rendraient ou qui seraient pris. Pourtant la résistance fut héroïque, telle celle de la barricade de la rue Saint-Denis où 150 résistants tinrent en échec deux heures durant tout un régiment qui dut être relevé. Le plus souvent, l'armée ne put venir à bout des barricades qu'en les prenant à revers, et après de nombreuses pertes en officiers surtout. Un fait est à remarquer, les quartiers où il n'y avait pas encore de barricades en construisirent durant le combat, obligeant ainsi l'armée à disperser ses forces dans tout Paris. Ce qui décida de l'enjeu de la bataille fut la fusillade des grands boulevards. A 15 heures, les 16.000 hommes de troupe massés sur les grands boulevards, ayant reçu l'ordre de tirer à la moindre provocation, fusillèrent à bout portant la foule désarmée qui se trouvait sur les trottoirs et ceci sans aucun motif. Combien de personnes furent tuées dans cette boucherie ? Le « Times » en 1852, donnait le chiffre de 1.200 tués ou blessés sur les boulevards. Le résultat, évidemment, fut à la hauteur du massacre. Paris fut littéralement terrorisé, stupéfait, par le crime de Bonaparte. Crime auquel il faut ajouter tous les fusillés des barricades, et cette phrase d'un bonapartiste laisse supposer qu'ils furent nombreux : « Au Champ de Mars, on a transporté beaucoup de prisonniers et on les a fusillés par peloton. »

Le sort de Paris était donc réglé, voyons maintenant celui de la province.

Si on croit les récits bonapartistes, cette résistance provinciale fut une immense orgie des communistes et des socialistes, ivres de pillage, de meurtres et de viols. Prenons quelques exemples de ces récits très édifiants : « Ils (les socialistes) pillent d'abord les caisses publiques, saccagent ensuite les châteaux, en quelques villes comme Clamecy et Poligny, ils violent les femmes » ou bien encore : « on dévalisa les maisons privées, on viola », enfin : « les armes dont se servirent les rouges furent le pillage, l'incendie et l'assassinat ».

En fait, quelle est la vérité ? Il y eut réellement une résistance populaire en province, mais il n'y eut aucun pillage, pas de destruction, aucune femme violée. H. Guillemin, déjà cité, nous dit qu'à Clamecy, où soi-disant, la femme du sous-préfet et la fille du receveur de l'octroi avaient été violées, le sous-préfet n'était pas marié et la fille du receveur était partie à Auxerre. Au contraire, la résistance se passa dans l'ordre le plus parfait. Ainsi à Clamecy, le comité républicain de résistance, maître de la ville et dirigeant 4.000 hommes, va afficher l'avis suivant : « Tout voleur ou pillard sera fusillé. Tout citoyen ivre sera désarmé et emprisonné. » On est donc loin des calomnies de la presse bonapartiste. Seul meurtre politique, celui de deux gendarmes de Bédarieux, qui avaient tiré sur la foule à l'improviste, tuant un ouvrier de 70 ans. La foule se fit justice immédiatement. Les autres meurtres au nombre de cinq, sont souvent des vengeances personnelles.

Donc six meurtres pour 50.000 résistants dans toute la France. Cela est faible face aux 2.000 morts faits en une journée à Paris par la troupe.

Qui sont ces 50.000 résistants ? Ce sont des hommes de profession libérale, mais surtout des paysans pauvres ou aisés croyant sincèrement dans la République, et puis tout un petit peuple de campagne réclamant une justice sociale qu'il ne voit pas dans le bonapartisme. Citons quelques départements soulevés : Allier, Nièvre, Yonne, Saône-et-Loire, Gers, Lot-et-Garonne, Hérault, Gard, Isère, Hautes et Basses-Alpes, Drôme, Var, Vaucluse. Tous sont situés au Sud de la Loire. Le Nord, l'Ouest et l'Est resteront calmes excepté quelques mouvements à La Suze dans la Sarthe, à Mâcon, Louhans, Chagny et Poligny. Au Sud la résistance est plus sérieuse. Deux gendarmes sont tués à Lapalisse (Allier) où les demeures bourgeoises sont pillées ainsi que le château. Quelquefois même, les résistants s'organisent. De Clamecy, les artisans, les bûcherons, les mariniers et les flotteurs de bois veulent gagner la capitale pour aider les insurgés parisiens, par les bois du Morvan, l'Yonne et la vallée de la Seine. Ils sont dirigés par Millelot et ses deux fils, imprimeurs républicains. Le 5 juin, des hommes en armes venant des communes proches renforcent ceux de Clamecy et la prison est attaquée pour libérer les républicains. Les gendarmes quittent la ville laissant deux morts et un blessé ; le maire fait de même.

Le 6 juin, la caserne est attaquée et prise, et le soir, malgré l'annonce de l'échec du soulèvement à Paris, la ville se couvre de barricades. Mais, isolés, les républicains capitulent. La troupe poursuivra des bûcherons et des fuyards dans les bois pendant quelques jours.

C'est en Provence, dans la vallée du Rhône et dans les Alpes du Sud que la résistance est la plus vive. Dans cette région, les sociétés secrètes républicaines sont nombreuses et puissantes, comme celle des « Frères Montagnards » et recrutent aussi bien dans les petites villes que chez les paysans pauvres. Dans des dizaines de communes, on sonne le tocsin et l'on forme des comités de résistance.

A Crest (Drôme), le 7 décembre, une bataille rangée éclate au cours de laquelle les gouvernementaux emploient l'artillerie. Les insurgés ont une centaine de morts et doivent se replier, mais ils occupent Loriol et menacent Valence. Des troubles éclatent et l'armée doit intervenir dans cette dernière ville, ainsi qu'à Die, à Montélimar et au Pertuis dans le Vaucluse.

Plus au Sud, les résistants s'emparent d'Orange, de l'Isle-sur-Sorgue et d'Apt. A Gap et dans les Hautes-Alpes, des groupes armés se forment. A Manosque, Forcalquier, Mane, Sisteron, des comités révolutionnaires prennent le pouvoir. A Digne, le préfet s'enfuit et des feux de joie sont alimentés avec les registres des contributions. Le sous-préfet de Barcelonnette est arrêté et Castellane passe aux mains des insurgés.

Dans les Maures, à Toulon et dans la vallée de l'Argens, les résistants neutralisent les gendarmes, prennent des otages et sous la direction de Camille Duteil, journaliste marseillais, organisent une armée de plusieurs milliers d'hommes qui, le 7 décembre, marche sur Draguignan. La petite troupe encercle la préfecture, mais le 8 on renonce à s'emparer de la ville en apprenant les nouvelles de Paris. Le lendemain, alors que les insurgés des Basses-Alpes et du Var tentaient de se rejoindre dans la région d'Aups, les troupes de Marseille et de Toulon attaquent. Les combats sont violents, les républicains ont le dessous et de petits groupes isolés pourront seulement poursuivre la guérilla pendant quelques semaines dans les montagnes avoisinantes.

Comment se termina cette résistance ? Toujours dans le sang comme à Paris. Dans la Drôme, 2.000 paysans peu armés sont massacrés au canon. Ailleurs, c'est aussi la répression armée, sous la forme de colonnes de gendarmerie qui dévastent les villages : « certaines communes furent presque dépeuplées ». Pour conclure, laissons la parole à H. Guillemin auquel nous avons déjà emprunté beaucoup d'exemples : « Cette prétendue Jacquerie de décembre 51, lorsqu'on lui restitue ses traits authentiques, se révèle comme une haute histoire inconnue, et qui mériterait d'être légendaire ».

Le 10 décembre 1851, le nouvel Empire est en place, ayant écrasé par l'armée toute volonté populaire.

Michel LUSSAC.

LUTTES ET LITTERATURE POPULAIRES

Nombre d'écrivains et d'historiens régionalistes se sont emparés de la littérature et du folklore populaires, mais plus particulièrement dans les moments de « crise » politique (années précédant la guerre de 14-18 et période du gouvernement de Vichy). Leur but : faire revivre des coutumes ou des traditions qui offrent l'avantage de dessiner une image idyllique du peuple français : peuple gai, pieux, aimant le travail, la famille et la patrie. Ce n'est pas notre intention. Les fêtes villageoises et les veillées paysannes cachent et font oublier les dures réalités de la vie quotidiènne, sur lesquelles on préfère ne pas trop insister (voir certains manuels d'histoire du primaire).

D'autre part, il n'est pas question, sous prétexte d'une étude régionale, d'exalter les particularismes locaux. Les thèmes essentiels de la littérature populaire sont souvent les mêmes pour toutes les littératures régionales de France : luttes contre le seigneur, contre l'injustice du système féodal, refus de guerres que le peuple ne comprend pas mais dont il souffre, haine envers le bourgeois marchand ou propriétaire...

C'est pourquoi il nous semble juste de faire place dans cette revue à une certaine forme de la littérature populaire, souvent volontairement laissée de côté, celle qui rend honneur aux luttes du peuple contre toutes les formes d'oppression.

Ces témoignages de révoltes réelles ou fictives, nous les avons relevés dans des récits et des légendes ayant pour cadre le Massif Central.

MALHEURS DU PEUPLE

Comme partout en France avant la Révolution, les paysans du Centre, qu'ils soient serfs ou métayers, et les petits artisans, forgerons, maçons, tailleurs, vivaient dans la misère et l'insécurité perpétuelles. Quant au seigneur, à l'abri dans un de ces nombreux châteaux qui couronnent encore aujourd'hui les monts du Cantal et de l'Auvergne, il était sans cesse protégé par une troupe d'hommes en armes. Non content de récolter ce qu'il n'avait pas semé, il torturait ou faisait exécuter comme bon lui semblait des malheureux qui n'avaient pas choisi de lui appartenir.

Le problème des subsistances s'est posé de tout temps au peuple des villes et des campagnes. La mauvaise récolte signifiait famine, maladie et mort dans de nombreuses familles. Le mauvais temps n'en était pas toujours le seul responsable. L'Eglise, en s'appuyant sur des superstitions archaïques faciles à entretenir dans les campagnes, interdisait de travailler aux champs les dimanches et de nombreux jours dans l'année. Les légendes parlent encore de Bouétiou qui, ayant réparé ses haies un dimanche, s'est vu soulevé de terre et transporté sur le sol de la lune où il est condamné à travailler perpétuellement. En conséquence, il arrivait fréquemment que des moissons pourissent sur pied, que des fruits se gâtent.

Or les nobles et les gros propriétaires étaient épargnés ou très peu touchés par la disette. Les greniers, déjà bien garnis, continuaient à se remplir grâce aux multiples redevances en nature arrachées au peuple, et le gibier, réservé à la chasse seigneuriale, ne manquait pas.

La conscience de cette nouvelle injustice éclate dans de nombreux contes qui mettent en scène des ogres, toujours seigneurs et châtelains. Le fait que le noble pût manger à sa faim en temps de famine paraissait en effet si incroyable au peuple que les disparitions de jeunes enfants mangés par les loups étaient mises au compte des cruautés seigneuriales. C'est peut-être la raison pour laquelle la Comtesse Brayère ou Berruyère, châtelaine de Pontgibaud et épouse du Dauphin d'Auvergne au XII[e] siècle, devient dans les contes une ogresse redoutable, alors qu'elle est officiellement célèbre pour des œuvres de charité (construction de couvent et d'hôpitaux) (1).

Les moindres distractions de ces tristes sires étaient synonymes de dangers pour le peuple. La Haute-Loire garde dans ses légendes le souvenir du Baron de Montsuc. Arborant glorieusement la bannière de la Ligue à l'époque des guerres de religions, ce champion du catholicisme, lorsqu'il allait à la chasse, prenait quelquefois pour cibles les paysans qui travaillaient dans ses champs.

Heureusement nombre de ses semblables ont péri sous les coups du peuple. Parce qu'il usait du « droit de cuissage » et faisait disparaître à jamais ses victimes à tel point qu'il fut surnommé le Barbe-Bleue d'Auvergne, un de ces dictateurs de province fut frappé à mort par quelques paysans décidés.

JUSTICE ET VENGEANCE

Dans le cas de ce Barbe-Bleue d'Auvergne, les paysans prirent soin de faire disparaître le corps de leur victime afin que le meurtre ne soit jamais prouvé.

En d'autres circonstances, la condamnation, radicale mais toujours justifiée, était prononcée après un jugement populaire et la sentence exécutée en présence du village entier. Ainsi le chef d'une bande de pillards qui mettaient à sac toute la région fut brûlé vif en place publique, immédiatement après que les villageois eux-mêmes eussent décidé de son sort.

Mais le plus souvent les paysans manquaient de moyens pour s'assembler et se venger : défaut d'armes face à de véritables commandos de mercenaires à la solde des seigneurs, crainte des représailles féroces qui s'abattaient sur la famille des paysans mis « hors-la-loi », crainte enfin du curé et de l'Enfer.

Il arrivait cependant qu'un paysan plus décidé que les autres tentât de regrouper ceux qui, exaspérés par les brimades quotidiennes, rêvaient de justice et de liberté. Parcourant la région, ces bandes devenaient bientôt célèbres parmi les pauvres qui tantôt les rejoignaient, tantôt les aidaient, et leur réservaient toujours un accueil favorable.

Dans ses légendes, le peuple a glorifié les exploits de ceux qui étaient devenus de véritables héros : Burgou dans le Limousin et Mandrin, qui, venu pourtant d'une autre région, trouva ouvertes les portes des villes de Brioude et de Thiers.

Mais le peuple ne rejoignait pas n'importe quelle bande armée. Au contraire, il se révoltait contre celles qui n'avaient pour seuls buts que la destruction et le pillage systématique. Les paysans prirent les armes contre les Grandes Compagnies qui infestaient le centre de la France pendant la guerre de Cent Ans (révolte des Tue-Chiens ou Tuchins).

Malheureusement, ces révoltes populaires étaient finalement réprimées, les bandes décimées, et l'espoir de justice brisé. La vie quotidienne reprenait, avc l'attente d'une occasion plus favorable. Entre ces moments de colère, entre deux révoltes, l'imagination reprenait ses droits. Rien n'interdisait au paysan de forger des histoires dans lesquelles il était le vainqueur, d'imaginer des stratagèmes pour se débarasser du seigneur ou du propriétaire.

---

(1) *Contes et légendes d'Auvergne* (*Nathan*).

LE PAUVRE ET LE PRINCE

C'est ainsi qu'est né un personnage célèbre des contes populaires. Dans le Centre, il a pour noms Pierrou, le gars Pipête, ou encore Vidalou. Jeune garçon malicieux, bavard, débrouillard, il n'est jamais à court d'idées pour se venger des mauvais traitements que lui inflige son maître. Il y parvient d'autant plus facilement que le maître en question est toujours inintelligent, prêt à croire n'importe quelle absurdité pourvu qu'on lui promette de l'argent. En bref, il est paré de tous les défauts possibles.

Dans tous ces récits facétieux, lorsque le valet de ferme ou l'apprenti a terminé son contrat, il est parvenu, grâce à ses ruses, à dépouiller son maître de sa fortune, après l'avoir en plus assommé d'un bon nombre de coups de bâtons dans la meilleure tradition des farces de Molière.

Dans d'autres contes, nous trouvons le héros doué d'une force surhumaine. Tel est le cas pour Quatorze qui, malgré un aspect chétif, est capable de déraciner en moins d'une heure la forêt de son mauvais maître, ou de mettre en déroute une armée complète, déjouant ainsi les plans du fermier qui l'avait envoyé à la guerre à seule fin de s'en débarasser.

On imagine facilement la joie qu'éprouvaient les paysans en racontant ainsi leurs rêves de vengeance et de justice. Ces récits en effet présentent toujours un caractère souriant, augmenté par le contraste entre l'air futé et pétillant de malice du jeune garçon, et l'aspect ridicule du fermier ou du patron enrichi, gras et rougeaud.

Il arrive cependant que le bourgeois des contes personnifie d'avantage la cruauté et l'oppression. Il est alors symbolisé par le Diable.

Second personnage important des récits populaires, le Diable n'est presque jamais représenté sous une forme animale, ou armé de griffes et crachant le feu. Il participe à la vie quotidienne du peuple : symbolisant le mal, il représente pour les pauvres la classe dominante, et à ce titre est leur principal ennemi. Il porte très souvent le nom de « Monsieur de la Diablerie » ou celui de « Messire Ropotou ». Ces titres lui attribuent déjà un certain rang dans la société.

Son apparence physique contribue également à le situer socialement. Grand et fort, il a fière allure. Et, lorsque « vêtu de serge bleu comme un bourgeois de Limagne » il vint proposer un marché au forgeron Michel le Roux pour le tirer de la misère, celui-ci crut « qu'il arrivait de la riche terre des vignes avec un convoi de mulets brimbalant des outres en peau de chèvres gonflées de vin clairet et fou » (1).

Le Diable représente essentiellement deux catégories sociales détestées du peuple : les marchands et les propriétaires.

Dans le Conte du Diable qui s'était fait « Marchand de Cochons » (1), le Diable-marchand a pour seul but de s'enrichir (« sa dévotion, c'est les écus »), et pour unique passe-temps l'auberge où il ripaille avec d'autres maquignons et conclue des affaires entre deux bouteilles. Son porcher, jeune garçon vendu au Diable par son père une année où la misère se faisait trop pressante, est maltraité, battu, mal nourri et doit attendre aux portes des auberges que Monsieur le Diable se décide à revenir chez lui, ivre mort il est vrai. « Une vie de galères ». L'ingénieux valet ne tarde pas à se débarasser de son patron et à « prendre ses libertés ».

Autre catégorie ennemie du peuple : les fermiers. Outre le fait qu'ils possèdent toute la terre, les fermiers arrachent au métayer une bonne partie de ses récoltes. Mais lorsque le propriétaire est Messire Ropotou, qui ne connaît rien aux travaux des champs, le paysan le berne facilement en lui livrant par exemple des chaumes ou des fanes de carottes ! (2) Mais les légendes nous rappellent que le fermier réclame toujours le meilleur de la récolte, sans se soucier du métayer et de sa famille.

---

(1) Histoires et légendes de l'Auvergne mystérieuse (Tchou).

Ces récits populaires illustrent par conséquent les rapports sociaux dans lesquels le peuple est pris. Contrairement aux traditions des contes littéraires où l'homme voit son destin déterminé une fois pour toutes à sa naissance par la volonté de puissances occultes (fées bienfaisantes ou sorcières malignes), la littérature populaire montre que c'est le système économique et social qui est responsable des souffrances du peuple. Aucune puissance surnaturelle, aucun « Prince charmant » ne viendra le délivrer.

Le conte le plus significatif à ce point de vue est celui de « Bonne Misère » (1). Bonne Misère, forgeron très pauvre, signe avec le Diable un pacte selon lequel il aura beaucoup de travail, donc de richesses pendant vingt ans au terme desquels il devra mourir pour donner son âme. Mais l'artisan voit avec inquiétude approcher l'heure du règlement. Ayant rendu service à deux inconnus (qui, nous dit le conte, ne sont autres que le Bon Dieu et Saint Pierre), le forgeron a droit à une récompense. Il fait trois vœux qui lui permettront de se débarasser trois fois du Diable et d'annuler le pacte imprudemment signé. « Bonne Misère entra peut-être au Paradis, mais la misère n'a jamais réussi à quitter ce monde. »

Si le Diable tente les hommes en leur promettant la richesse, ce n'est qu'illusoire, puisque la mort est en fait le véritable enjeu du marché. Quant aux « puissances du Bien », elles ne sont pas capables non plus d'arracher le peuple à la misère et à l'oppression.

Tous ces contes ont donc comme point commun le refus d'un système social dans lequel le peuple souffre et la certitude que la libération viendra du peuple lui-même. Révoltes contre les oppresseurs, exemples de justice populaire, luttes contre les fermiers, tous ces thèmes sont essentiels et donnent à la littérature populaire le caractère d'une littérature de combat.

CLAUDE RAGACHE

---

(2) Contes et légendes d'Auvergne (Nathan).

UN NOEL PAS COMME LES AUTRES !

Un Noël pas comme les autres !

En 1665, le pouvoir royal, inquiet de l'ambition de la noblesse du centre, fut contraint de juger en assises extraordinaires ou « Grand Jours » les nobles coupables de crime, et ceux-ci furent nombreux...

Le « Noël des Grands Jours », véritable appel à la lutte contre l'oppression, fut alors composé par un habitant de Clermont-Ferrand, et devint très vite un chant populaire.

A parler françois
Chaque gentilhomme
Du matin au soir
Fait croître ses cens,
Et d'un liard en a six
Il vit sans foi,
Prend le pré, le foin,
Le champ et les choux du bonhomme ;
Puis fait l'économe
De ses pois, de son salé,
Bat celui qui lui déplaît ;
Et comme un roi dans son royaume,
Dit que cela lui plaît.
Ecoutez, peuple, écoutez :
Le Ciel vous reproche
Que c'est trop plier ;
Et, sans vous bouger,
Vous vous laissez ronger.
Les Grands-Jours,
Ne sont pas toujours.
Avec Noël le temps s'approche
Pour fondre les cloches :
Les fourneaux sont tout chauds ;
Nous avons ce qu'il faut.
Accourez, curés des paroisses,
Accourez, paroissiens.

LA PAIX ROMAINE : 120 ANS D'INSURRECTIONS GAULOISES

Pour l'histoire officielle, le peuple gaulois disparaît mystérieusement en 52 avant J.-C., au moment de la défaite de Vercingétorix à Alésia. On voudrait nous faire croire qu'après cette date, la Gaule oublia sa culture nationale et que, certaine de la supériorité des latins sur les celtes, elle se rallia au conquérant. Et ce conquérant, bien sûr, n'aurait eu que des intentions élevées envers les peuples qu'il aurait asservis.

Ce pauvre cliché arrange bien des gens : avec Vercingétorix, les gaulois prouvèrent qu'ils savaient se battre, et nous nous sentons heureux de compter de valeureux guerriers parmi nos ancêtres. Mais les romains, heureusement vainqueurs, surent au bon moment faire entrer notre pays dans le monde de « l'Antiquité Classique ».

C'est oublier tout simplement que la soi-disant entreprise romaine de civilisation n'était en fait qu'une colonisation, violente et implacable, ce qui signifie la destruction des traditions du peuple, l'occupation militaire, l'exploitation économique et financière. C'est oublier que les celtes étaient eux aussi des peuples civilisés, qui étaient sur le point de réaliser leur unité nationale, pratiquaient le commerce et l'artisanat sur une très grande échelle, traçaient des routes, fondaient des villes, disposaient d'une littérature orale.

Pendant plus d'un siècle, quatre générations durant, le peuple gaulois n'abandonna jamais l'espoir de reconquérir sa liberté. Plusieurs fois, ses révoltes furent bien près de renverser l'édifice de l'administration coloniale romaine. L'histoire gauloise du premier siècle après J.-C. n'est donc pas l'histoire d'une collaboration entre vainqueurs et vaincus, mais celle de l'exploitation d'une colonie par sa métropole ; et c'est avant tout l'histoire de la lutte permanente du peuple gaulois pour son émancipation.

LA GAULE COLONIALE

De la mort de César à l'avènement d'Auguste, les romains furent engagés dans toute une série de guerres civiles qui ne donnèrent pas le temps d'organiser l'exploitation de leur plus récente conquête, la Gaule. Et les chefs gaulois, qui continuèrent à jouir d'une certaine liberté de manœuvre, purent croire que la domination romaine se ramenait à une alliance passée d'égal à égal, et qu'il n'y avait pas de quoi s'en affecter outre mesure. Ils se trompaient lourdement.

Lorsque l'empire romain fut définitivement proclamé,, Auguste, maître de Rome, instaura en Gaule un régime colonial absolu.

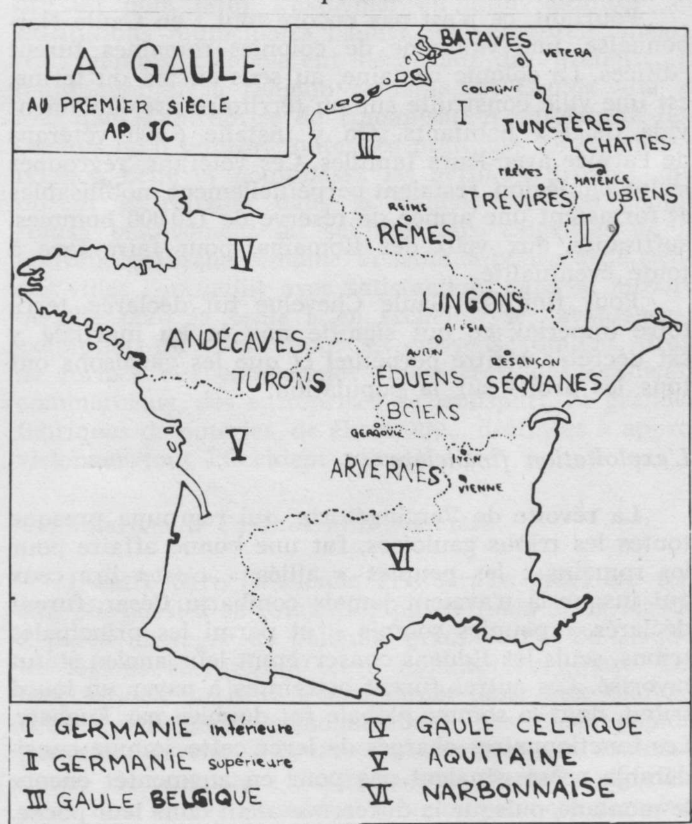
L'oppression administrative

Le territoire conquis par Jules César, encore appelé Gaule Chevelue, fut divisé en trois provinces autonomes qui prirent les noms de Gaule Celtique, Belgique et Aquitaine. A ces trois provinces, il faut ajouter un quatrième territoire de conquête plus ancienne, la Narbonnaise. Cette province comprenait la vallée du Rhône, les versants des Alpes, le Languedoc et le Toulousain.

La division du pays suscita un tel mécontentement chez les Gaulois qu'Auguste dût admettre le principe que les trois provinces de Gaule Chevelue seraient dirigées par un gouverneur unique, toujours choisi parmi ses plus proches parents : le légat des Gaules.

Mais il y a eu plus grave encore : les tribus gauloises, organisées sur le modèle du clan, durent se réorganiser suivant le modèle territorial de la cité. Certaines peuplades très importantes, comme les Arvernes du Massif Central, ou les Eduens de la Haute Seine, furent divisées en plusieurs cités indépendantes. D'autres, trop peu nombreuses, furent soumises à des tribus voisines, choisies pour leur ancienne fidélité envers l'envahisseur: ainsi les Tongres furent formés, sur ordre des Romains, à partir de trois anciens peuples : les Eburons, les Condruses et les Aduatiques de Namur.

Et pour chaque cité, il fallut construire une capitale : Dax, Trêves et Troyes sont des villes « inventées » par les Romains. Les envahisseurs, en effet, ne pouvaient espérer contrôler toute la campagne gauloise où la révolte couvait en permanence. Ils voulurent du



moins contrôler les villes et, dans les villes, tous les chefs et tous les prêtres qui y furent assignés en résidence forcée.

Qui plus est, certaines villes gauloises qui étaient des forteresses de montagne, durent être évacuées et reconstruites en plaine : Gergovie, la capitale des Arvernes, fut rasée au profit de Clermont, ville nouvelle impossible à défendre.

A défaut de pouvoir immédiatement imposer la langue, les nouveaux maîtres de la Gaule firent rebaptiser de nombreuses villes : l'ancien site de Gergovie prit le nom de « Sanctuaire d'Auguste ».

Enfin, les monnaies gauloises furent déclarées sans valeur et seules les pièces romaines eurent cours légal dans tout le pays. Un atelier de frappe impérial fut installé à Lyon, la capitale de la Narbonnaise déjà romanisée.

L'occupation militaire

Huit légions romaines, soit 50 000 hommes, furent installées en permanence sur les frontières du Rhin. Les autorités assignaient à cette armée considérable (un tiers de toutes les troupes de l'empire) une double tâche : défendre la frontière contre les Germains et mater d'éventuelles insurrections gauloises.

Pour rendre les mouvements de cette armée plus faciles, les anciennes routes gauloises furent transformées en chaussées stratégiques et quatre cols furent aménagés dans les Alpes afin de permettre en toute saison le passage des troupes d'Italie en Gaule. Tout ce dispositif fut surveillé par un corps militaire spécial, la Police des Routes, qui installa des postes de quadrillage sur l'ensemble du territoire.

Si l'on ajoute encore la cohorte (600 hommes) en garnison à Lyon et la flotte mouillée à Fréjus, on aura une idée de ce que pouvait être à l'époque une occupation militaire modèle.

Pourtant, ce n'est pas encore tout : en Gaule Narbonnaise, une vingtaine de colonies romaines furent édifiées. La colonie romaine, au sens ancien du terme, est une ville construite sur un territoire préalablament vidé de ses habitants. On y installe 6 000 vétérans de l'armée avec leurs familles. Ces vétérans, regroupés légion par légion, restaient perpétuellement mobilisables et formaient une armée de réserve de 120 000 hommes, suffisante, aux yeux des Romains, pour faire face à toute éventualité.

Pour finir, la Gaule Chevelue fut déclarée territoire impérial, ce qui signifie que la loi martiale y est décrétée à titre perpétuel et que les garnisons ont tous les droits sur la population.

L'exploitation financière

La révolte de Vercingétorix, qui regroupa presque toutes les tribus gauloises, fut une bonne affaire pour les romains : les peuples « alliés », c'est-à-dire ceux qui jusque là n'avaient jamais combattu César, furent déclarés « peuples soumis », et parmi les principales tribus, seuls les Eduens conservèrent leur ancien statut favorisé. Les autres furent astreintes à payer un lourd tribut, dont la somme globale fut doublée par Auguste. Les fonctionnaires chargés de lever cette somme considérable ne se génaient pas pour en augmenter encore le montant, puisque la différence allait dans leur poche.

Un certain Licinus se rendit célèbre pour avoir décrété que l'année gauloise comprendrait dorénavant 14 mois et qu'il faudrait donc payer 14 mensualités au lieu de 12.

En plus du tribut, tout un système de taxations nouvelles fut institué : droits de douane de 2,5 % sur toutes les marchandises entrant ou sortant de Gaule, impôt de 5 % sur les héritages, corvée pour l'entretien des routes, prestations en nature pour le ravitaillement de l'armée, qui vivait uniquement sur le territoire conquis.

Et pour assoir ce système d'exploitation, les Romains firent procéder, en 27 avant J.-C., au premier recensement général de toute l'histoire des Gaules. Comme la révolte grondait, Auguste décida d'aller superviser l'opération sur place et installa pendant six mois sa troupe dans la ville de Narbonne. Il est important de voir le sens que prenait, pour les Gaulois, un tel recensement : les peuples vaincus sont, d'après le droit romain de l'époque, réduits en esclavage. S'ils ne le sont pas, ils doivent racheter leur liberté, et pour cela payer *individuellement* un tribut que le maître fixe comme bon lui semble. Le recensement qui fixe les tributs individuels, signifie donc que chaque Gaulois n'est qu'un esclave en passe d'affranchissement.

La Gaule sous Auguste

Jusqu'en 14 après J.-C., date de la mort d'Auguste, deux évènements, que les Romains n'avaient pas prévu, bouleversèrent en partie leur dispositif d'occupation.

— La conquête de la Germanie.

En 12 avant J.-C., les Romains, jugeant la Gaule définitivement soumise, se lancèrent à la conquête de la Germanie. En 9 après J.-C., deux légions se firent massacrer dans la forêt de Teutobourg et la débandade suivit. Pour colmater les brèches de la frontière du Rhin, il fallut faire appel aux troupes auxiliaires gauloises. 50 000 hommes au moins furent ainsi convoqués, et par ce biais les gaulois disposèrent à nouveau d'une armée.

La défaite en Germanie eut d'ailleurs une autre conséquence : deux nouvelles provinces furent créées sur la rive gauche du Rhin : la Germanie Inférieure et la Germanie Supérieure. Le démembrement de la Gaule se poursuivait.

— La prospérité économique.

L'économie italienne ne se releva jamais des ravages de la guerre civile au 1er siècle avant J.-C. Les marchands gaulois disposèrent donc d'une clientèle nouvelle qu'ils surent conquérir en grande partie. Le commerce et l'artisanat se développèrent rapidement et un nouveau groupe apparut au sein des tribus gauloises : les bourgeois enrichis, qui s'allièrent à l'ancienne aristocratie guerrière et s'emparèrent du pouvoir dans les villes les plus importantes. Cette nouvelle aristocratie devait par la suite devenir le plus fidèle allié des occupants, à qui elle était redevable de sa prospérité.

LES PREMIERES INSURRECTIONS

En 14 après J.-C., Tibère succède à Auguste. Ausstôt, la répression s'accentue partout en Gaule. Le légat unique est supprimé et le démembrement du pays devient effectif. Le tribut est à nouveau doublé et les dernières cités alliées sont astreintes à payer des im-

pôts extraordinaires. Tout le monde, pour faire face aux exigences du fisc, doit emprunter auprès des banques italiennes, qui pratiquent des taux d'intérêt de 60 % par an.

Les Andécaves et les Turons

En 21, c'est l'insurrection. Les paysans Andécaves et Turons (Tourraine et Anjou) se soulèvent contre les Romains, forment des bandes et occupent la région. Ils sont armés de couteaux et de faux, placent leurs druides à leur tête, expulsent les nobles qui prêchent la modération et proclament leur indépendance.

La réaction est immédiate : la cohorte de Lyon descend la vallèe de la Loire et le légat de Gaule celtique convoque les chefs de toutes les tribus de la région. Il leur ordonne de fournir des troupes auxiliaires pour réprimer le soulèvement. C'était, aux yeux des Romains, un test : les aristocrates suivraient-ils ou ne suivraient-ils pas la révolte paysanne ? Malgré le mécontentement ouvert des Trévires et des Eduens, les chefs n'hésitèrent pas : ils marchèrent avec les Romains. Leurs intérêts de classe étaient les plus forts.

En trois mois, tout fut terminé : on extermina les paysans et les deux tribus révoltées furent numériquement réduites à la poignée d'aristocrates qui n'avaient pas pris les armes. Les chefs Eduens et Trévires participèrent largement au génocide.

L'équipée de Sacrovir

Une fois qu'il fut démontré par le fer et par le feu que le peuple n'avait pas le droit de se révolter sans l'autorisation des classes dirigeantes, la noblesse pensa à sa propre insurrection. Revenu de sa glorieuse campagne contre les Turons, Florus, noble Trévire, chef des troupes auxiliaires de son peuple et à ce titre officier et citoyen Romain (de là son nom latin), entraîna quelques centaines de cavaliers Gaulois hors du camps de la légion. Il se proclama roi des Trévires et appela son peuple à rejeter l'autorité romaine. Indus, autre noble Trévire resté fidèle aux Romains attaqua et dispersa sa troupe .

Sacrovir, émule Eduen de Florus, eut plus de chance : après avoir fait sécession à la tête de ses troupes, il occupa Autun, capitale de son peuple. Du premier coup, une des plus grandes villes gauloises tombait au pouvoir des révoltés. La population reçut des armes, les gladiateurs furent enrolés, les paysans de la région entrèrent en effervescence. Et comme Autun était une ville universitaire renommée, on y trouvait de nombreux fils de l'aristocratie romaine ; ils furent pris comme otages. Enfin, les Séquanes de Franche-Comté se soulevèrent à leur tour et reconnurent l'autorité de Sacrovir.

Devant la menace, les Romains firent mettre en campagne les quatre légions de Germanie Supérieure, qui passèrent d'abord en Franche-Comté. Tout y fut mis à feu et à sang.

L'armée des Gaulois se heurta aux légions à 30 kilomètres d'Autun. Elle comprenait 40 000 hommes dont 8 000 armés comme des légionnaires. Sacrovir établit ses troupes de façon curieuse : les gliadateurs au centre, les troupes régulières aux ailes et le peuple derrière, sans ordre, sans directive, sans possibilité de manœuvre. Ce qui devait arriver arriva : au premier choc, les gladiateurs se débandèrent et ce fut la débâcle, qui s'acheva en boucherie. Sacrovir, imbu des théories romaines sur l'art militaire, n'avait misé que sur une bataille régulière où seuls ses 8 000 soldats de métier comptaient, et avait même placé des gliadateurs à l'endroit-clé de toute sa ligne !

Le chef se suicida, Autun fut pris, pillé, perdit son rang de cité libre, perdit le droit d'élever des murailles. Apprenant cette défaite, les nobles des autres tribus gauloises, qui étaient sur le point de se révolter à leur tour, rentrèrent chez eux, et la fameuse paix romaine retomba sur la Gaule, aussi brutale qu'auparavant.

L'ASSIMILATION PARTIELLE DES CLASSES DIRIGEANTES

L'empereur Claude (41-54 après J.-C.) changea profondément l'orientation de la politique coloniale romaine. Jusqu'à présent, les peuples soumis avaient été contrôlés au moyen de leur ancienne aristocratie, maintenue dans ses fonctions, mais ravallée à un rang inférieur à celui des Romains. C'est ce que l'on pourrait appeler un régime administratif indirect des colonies. Claude décida que les classes dirigeantes gauloises auraient la possibilité de se fondre aux classes dirigeantes italiennes.

Assimilation de la bourgeoisie urbaine

Dans cette optique, plusieurs mesures importantes furent prises. Tous les magistrats des cités gauloises devinrent citoyens Romains, purent élire et se faire élire aux postes officiels de l'empire romain.

Pour les Gaulois, il s'agissait d'une promotion, mais cette promotion ne profitait qu'à une infime minorité de la population ; et il fallut payer une contrepartie : les nouveaux citoyens romains devaient prendre un nom latin, s'exprimer en latin, latiniser les institutions municipales : ainsi, les vergobrets, magistrats gaulois, s'appelèrent désormais des préteurs. Il fallut adopter la religion romaine, et Claude alla si loin dans l'entreprise de romanisation autoritaire des Gaulois qu'il interdit toutes les pratiques de l'ancienne religion celte et pourchassa les derniers druides, qui durent se réfugier dans la clandestinité. Le peuple refusa passivement de se plier aux exigences de la nouvelle politique romaine, et seule la bourgeoisie riche des villes l'accueillit avec satisfaction, dans la mesure où elle était la seule à en recueillir les avantages : exemption du tribut pour les citoyens romains, droit de former des compagnies financières, des syndicats commerciaux, des entreprises de transport, de grandes fabriques de poteries, de chars, etc... destinées à approvisionner tout l'Occident romain.

Assimilation de l'aristocratie guerrière

D'autre part, l'ancienne aristocratie guerrière tendait elle-aussi à se romaniser par le biais de la légion. A partir du règne de Caligula, prédécesseur de Claude, les légions recrutèrent leurs hommes sur place. Les huit légions du Rhin s'adressèrent donc aux Gaulois, ceux de Belgique principalement. Les chefs gaulois pouvaient devenir, à la tête de leurs hommes, commandants de cohorte. L'entrée dans l'armée signifiait pour eux l'accès immédiat à la citoyenneté romaine.

Les simples légionnaires, eux, ne recevaient ce titre qu'après 20 ans de service, à la sortie de la légion.

Ces nouvelles troupes gauloises devaient prêter serment de fidélité à l'empereur, apprendre le latin et se plier à la discipline rigoureuse des troupes, sous la direction des commandants de légion, qui étaient toujours des Romains d'origine.

Malgré ces précautions, le pouvoir prenait un risque énorme : en 68, on peut dire que la moitié des légionnaires du Rhin sont des Gaulois, auxquels ils faut ajouter les effectifs des troupes auxiliaires, toujours considérables. Mais les Romains n'avaient pas le choix : l'Italie se dépeuplait rapidement ; ou bien l'on avait des légions gauloises, ou pas de légions du tout.

La crise de 68-69

Avec la mort de Claude et l'avènement de Néron, la politique romaine d'assimilation fit apparaître toutes ses conséquences. Le nouvel empereur, que la Gaule n'intéressait pas, multiplia les mesures vexatoires. En 61, c'est un nouveau recensement. En 64, des contributions nouvelles sont exigées de toutes les cités sans distinction de rang. En 65, on décrète une levée forcée dans la province Narbonnaise, pour étouffer les rangs de l'armée du Danube.

En 68 enfin, la crise éclate. A l'appel de Vindex, noble Gaulois devenu sénateur romain puis gouverneur de la Narbonnaise, la bourgeoisie des villes se révolte. Ce n'est pas pour demander l'indépendance des Gaules. Vindex destitue Néron, mais fait acclamer à sa place un autre Romain, Galba, un partisan de la politique d'assimilation instaurée sous Claude. Les Eduens, les Séquames, les Arvernes, la ville de Vienne se rallient à Vindex après avoir tenu une assemblée générale à Autun. Mais Lyon, les Trévires et les Ligons condamnent le mouvement.

Vindex réunit 100 000 hommes armés à la hâte, mais ne disposait pas de troupes régulières. Le légat de Germaine Supérieure assiégea Besançon, la capitale des Séquanes révoltés. Vindex, venu au secours de la ville, fut battu. Il se suicida. 20 000 Gaulois furent massacrés ce jour-là.

C'était l'échec, mais le succès vint après l'écrasement du mouvement. L'Espagne se soulève à son tour, la garnison de Rome se prononce pour Galba et assassine Néron. La bourgeoisie gallo-romaine l'emportait malgré tout sur Rome.

Et la mort de Néron ouvrit la crise la plus grave qu'ait jusqu'alors connu l'Empire. C'est à la faveur de cette crise que le mot d'ordre d'indépendance des Gaules, toujours vivace parmi le peuple, fit sa réapparition.

Vindex avait été vaincu, mais les tribus qui avaient pris part à la révolte furent, à l'avènement de Galba, favorisées : exemptions d'impôts, citoyenneté romaine largement distribuée, etc... Par contre, les Trévires et les Lingons, qui étaient restés neutres, eurent à subir toutes sortes de vexations. Ces tribus, installées à proximité du Rhin, avaient fourni bien des hommes aux légions. Elles pensèrent qu'elles pourraient recommencer à leur profit l'opération politique de Vindex : le 2 janvier 69, l'armée du Rhin se souleva et acclama Vitellius empereur. Un an d'anarchie totale s'ouvrait pour l'empire romain.

LES GRANDES INSURRECTIONS GAULOISES

Pendant que Vitellius marchait sur Rome à la tête de ses troupes, un peuple minuscule, celui des Boïens, campé entre Nevers et Moulins, fit retentir l'appel de l'indépendance. Cette tribu était le dernier fragment d'un peuple autrefois puissant, qui avait fondé et dirigé un grand empire celte en Bohème. Battus par les Germains, les Boïens étaient revenus en Gaule, leur patrie d'origine. Alliés aux Helvètes, ils s'opposèrent à César dès le début de la conquête romaine, et furent exterminés. Les derniers survivants, quelques centaines de familles, furent soumis aux tribus Eduennes, alors alliées des Romains.

Maricc

C'est dans ce groupe que surgit en juin 69 un prophète, druide clandestin, nommé Maricc. Ce prêtre annonça que l'Empire romain touchait à sa fin et que le destin avait confié aux Boïens, en raison de leur glorieux passé, la tâche d'entraîner toute la Gaule sur le chemin de la libération. Lui-même se désignait comme le Champion des Gaules. Le peuple s'arma dans sa totalité et se répandit parmi les paysans Eduens qui se soulevèrent rapidement.

En 15 jours, les groupes de paysans insurgés menaçaient Autun et Lyon, où se trouvait justement Vitellius, privé de son armée, qui venait de passer les Alpes.

La menace était grave. Les partisans du nouvel empereur, affolés, dépêchèrent un ambassadeur auprès des nobles Eduens, qui étaient pourtant leurs ennemis. (Seuls les Trévires et les Lingons soutenaient Vitellius). Et c'est ici qu'eut lieu la deuxième trahison de l'aristocratie gauloise : au lieu de se joindre à Maricc et de marcher sur Lyon, ces nobles exterminèrent leurs propres paysans insurgés. Maricc, fait prisonnier, fut livré à Vitellius et jeté aux bêtes dans les arènes de Lyon. On raconte que les fauves ne voulurent pas s'attaquer au prophète. Le peuple, enthousiasmé par ce prodige, s'agita. Vitellius eut peur qu'il se soulève à son tour. Maricc fut égorgé dans un cul de basse-fosse.

Ainsi se terminait l'insurrection populaire pour la libération des Gaules. Maricc est le seul chef Gaulois révolté à ne pas porter de nom latin. Il n'était pas citoyen romain.

Les Germains Civilis

En août, Vitellius fit son entrée à Rome. Dès septembre, il dut renvoyer sur le Rhin toutes ses troupes gauloises : elles prenaient à Rome leur revanche sur les anciens envahisseurs, pillant et rançonnant la population. Pour les Lingons et les Trévires, c'était une catastrophe : Vitellius, leur champion, les abandonnait.

Civilis, un Germain romanisé qui, à la tête de ses troupes bataves, avait accompagné l'armée du Rhin, nourrissait le même ressentiment. Quand l'armée romaine d'Orient, scandalisée par les excès de Vitellius, se souleva à son tour et proclama Vespasien empereur, Civilis passa à l'action : il prétendit se rallier à Vespasien, se fit nommer roi par son peuple, s'empara de l'estuaire du Rhin et assiégea le camp romain de Vetera, qui abritait deux légions vitelliennes. Le légat de Germanie Inférieure convoqua ses auxiliaires gau-

lois, prit la tête des deux légions qui lui restaient et marcha contre Civilis.

L'empire des Gaules

Mais au mois de décembre, une nouvelle inouïe se répandit en Gaule : les troupes de Vespasien avaient dû prendre Rome maison par maison, la ville avait brûlé, et le temple de Jupiter, protecteur des Romains, s'était écroulé. Partout en Gaule, cet incendie fut interprété comme le présage de la chute de l'empire.

Les troupes auxiliaires des Trévires et des Lingons, qui marchaient contre Civilis, quittèrent alors le camp romain et s'installèrent en face de lui. Les deux légions, en majorité gauloises, se rallièrent à la révolte, tuèrent leur légat et tous les officiers romains. Pendant que Civilis prenait le camp de Vetera, les deux légions révoltées acclamèrent Classicus, un noble Trévire, empereur des Gaules.

Les Trévires et les Lingons, qui avaient porté Vitellius à l'empire de Rome, et avaient été déçus par leur poulain, renouvelaient la même opération, mais cette fois en leur nom propre et non au nom de la Gaule tout entière.

La cérémonie, il faut le remarquer, se déroula selon le protocole romain : Classicus, revêtu de la pourpre impériale romaine reçut en latin le serment de fidélité de ses troupes. Quoi qu'il en soit, 120 ans après la défaite à Alésia, la Gaule avait à nouveau un empereur et une armée.

Vespasien, cependant, était entré à Rome, et pour la première fois depuis un an, le monde romain retrouvait son unité. Il fallait préparer la guerre.

Classicus proposa à Civilis, qui, de son côté, avait rallié les Brunctères de l'Ems, les Nerviens de Namur, les Ubiens de Cologne, les Chattes de Hesse et les Mattiaques du Nassau, une alliance entre Gaulois et Germains. Pour la première fois de toute leur histoire, les deux peuples s'unissaient.

En même temps, Classicus invitait toutes les cités gauloises à se joindre à lui, et suggéra de tenir des assises nationales à Trêves, ville dont il avait fait sa capitale.

La bourgeoisie au pouvoir dans les villes se méfia de cet empereur désigné par l'armée, et décida de se réunir à Reims. Les assises eurent lieu en Mai 70. On y respecta le décorum gaulois traditionnel, mais tout de suite, deux partis s'opposèrent : les Trévires proposaient la levée en masse et la formation d'une armée nationale sous le commandement de Classicus. Les Rèmes, par contre, prônaient la réconciliation avec Rome. Lorsqu'on passa au vote, les Lingons et les Trévires se retrouvèrent seuls. La politique romaine d'assimilation des bourgeoisies urbaines portait enfin ses fruits. La motion finale des assises de Reims recommandait même à Classicus de faire immédiatement acte d'allégeance envers Vespasien !

LA CAMPAGNE DES GAULES

Les troupes combinées de Civilis et de Classicus passèrent à l'action. Les Germains occupèrent la vallée de la Meuse, atteignirent la Sambre, entrèrent à Cologne. Classicus s'installa à Trèves et occupa la Moselle. Ses lieutenants descendirent vers le Sud, dans le but d'occupper les Alpes et de couper les 4 voies possibles d'invasion romaine. Ils s'emparèrent de la Germanie Supérieure et entrèrent à Mayence, mais se heurtèrent aux Séquanes, qui n'avaient pas oublié les exactions commises par les Lingons alors que ceux-ci accompagnaient l'armée de Vitellius. Battus, ils ne purent s'emparer des Alpes.

Pendant ce temps, Vespasien faisait converger 9 légions vers la Gaule. Vaincus lors des premiers combats, les Gaulois abandonnent Mayence et découvrent Trêves. Effrayées par le danger, les troupes qui étaient chargées de défendre la ville, passèrent à l'ennemi. Les Romains prirent Trêves après quelques combats de rues.

Classicus et Civilis décidèrent de reprendre la capitale de l'Empire des Gaules. Le gros de l'armée germano-gauloise, composée des représentants de 6 peuples coalisés, attaqua le camp romain, qui se trouvait sur la rive gauche de la Moselle, s'en empara, mais ne parvint pas à prendre pied sur le pont qui menait à la ville, sur l'autre rive.

Les Romains prirent alors l'offensive, occupèrent Cologne et assiégèrent l'île des Bataves, dans l'estuaire du Rhin, où l'armée germano-gauloise s'était barricadée. Après un long siège, Civilis et Classicus ouvrirent des pourparlers et acceptèrent de déposer les armes contre la promesse d'une amnistie générale.

C'était la fin des insurrections gauloises pour la libération nationale. Après 70, le processus d'assimilation des classes dirigeantes gauloises se poursuivit et la Gaule gallo-romaine prit naissance. Pour le peuple, la lutte ne pouvait plus être celle de tous les Gaulois contre les Romains, car les nobles avaient fait cause commune avec l'envahisseur. Sa lutte désormais serait celle des paysans et des artisans gaulois contre leurs oppresseurs gallo-romains.

On peut d'ailleurs voir que le passage des classes dirigeantes gauloises dans le camp de l'ennemi était déjà très avancé en 70, puisque la bourgeoisie fit opposition à tout tentative d'indépendance (assemblée de Reims) et que les aristocrates guerriers ne se rallièrent à cette idée qu'après avoir tenté de faire triompher leurs intérêts particuliers dans le cadre de l'empire romain (révolte de Vitellius).

C'est cette trahison des classes dirigeantes qui explique la défaite des mouvements insurrectionnels : au moment crucial, lorsque Maricc menaçait Lyon, ce sont les nobles éduens qui le livrèrent à Vitellius. Et encore une fois, lorsque Classicus proclama l'Empire des Gaules, ce sont les bourgeoisies gauloises qui empêchèrent un soulèvement généralisé ; ce sont enfin les nobles séquanes qui empêchèrent l'occupation des cols par l'armée des Gaulois.

Alain DELALE